

Loi Énergie-Climat

Rapport art. 29

Juin 2022

EURAZEO

CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE.....	3
CONFORMITÉ DU GROUPE EURAZEO	3
I. Stratégie ESG.....	4
A. O+ : La stratégie ESG d'Eurazeo pour une croissance durable et partagée.....	4
B. Stratégie d'alignement avec les objectifs internationaux de limitation du réchauffement climatique prévus par l'Accord de Paris .	5
Réduire le risque et l'exposition au coût du carbone	5
Intégrer la variable carbone dans l'ensemble du cycle d'investissement	7
C. Stratégie d'alignement avec les objectifs de long terme liés à la biodiversité	7
Introduction : La nécessité de l'engagement biodiversité d'eurazeo	7
Engagement biodiversité 2030 d'EURAZEO	8
D. Objectif de représentation équilibrée des femmes et des hommes parmi les équipes, organes et responsables chargés de prendre des décisions d'investissement	12
II. L'ESG à chaque étape du cycle d'investissement.....	13
Pré-investissement.....	14
Période de détention	16
Sortie.....	18
III. INTEGRATION DE RISQUES DE DURABILITE DANS LE PROCESSUS D'INVESTISSEMENT D'EURAZEO	18
IV. GOUVERNANCE ESG.....	19
L'ESG est intégré au Conseil de surveillance	19
Une équipe d'experts dédiée fait progresser l'ESG.....	19
L'ESG dans la rémunération	19
V. Un engagement reconnu.....	20
Historique de l'engagement	20
Notations ESG	22
Prix et initiatives.....	23
Associations professionnelles.....	24
NOTRE PORTEFEUILLE :	25
Eurazeo Capital III SCSp.....	25
Eurazeo Growth Fund III - Compartiment I.....	29
Eurazeo Private Debt VI.....	33
Idinvest dette Senior 3.....	37
Idinvest Private Debt IV	41
Idinvest Private Value Europe 3	45
Idinvest Private Debt V - Unlevered	49
ANNEXE I : FONDS CLASSES ART. 8 ou 9 SELON SFDR au 31/12/2021.....	53
Fonds classés article 8	53
Fonds classés article 9	53
ANNEXE II : TABLE DE CONCORDANCE.....	54
Annexe III : POLITIQUE ENGAGEMENT ACTIONARIAL DU GROUPE (en anglais).....	57

LOI ENERGIE-CLIMAT

Rapport art.29

CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

L'article 29 de la loi n°2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat (dite « LEC ») requiert des sociétés de gestion de portefeuille qu'elles mettent à la disposition de leurs souscripteurs et du public un document retraçant leur politique sur la prise en compte dans leur stratégie d'investissement des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance et des moyens mis en œuvre pour contribuer à la transition énergétique et écologique ainsi qu'une stratégie de mise en œuvre de cette politique. Publié le 27 mai 2021, le décret d'application de la LEC précise la présentation de cette politique et sa stratégie de mise en œuvre.

L'article 29 de la loi n°2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat remplace l'article L. 533-22-1 du code monétaire et financier et donc l'article 173-VI de la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV).

CONFORMITÉ DU GROUPE EURAZEO

Le Groupe Eurazeo intègre l'ESG à chaque étape du processus d'investissement, tel que décrit dans sa Politique d'Investissement Responsable, et publie annuellement les informations requises par l'article 29 de la loi Energie-Climat dans ce rapport dédié, ainsi que partiellement dans son Document d'Enregistrement Universel et dans son rapport ESG annuel qui sont également disponibles sur le site institutionnel d'Eurazeo.

Les politiques et la stratégie ESG d'Eurazeo concernent l'ensemble des sociétés de gestion du Groupe. Les informations ESG publiées dans le cadre du présent rapport concernent toutes les sociétés de gestion françaises du Groupe : Eurazeo Mid-Cap (EMC), Eurazeo Investment Manager (EIM), Eurazeo Infrastructure Partners (EIP) et Kurma Partners. Une table de concordance a été établie afin de faciliter la lecture des informations requises.

I. STRATÉGIE ESG

A. O+ : LA STRATÉGIE ESG D'EURAZEO POUR UNE CROISSANCE DURABLE ET PARTAGÉE

Eurazeo est un des premiers groupes d'investissement à avoir intégré le développement durable au cœur de son activité avec une stratégie ESG (Environnement, Social, Gouvernance) volontariste dès 2008. L'ESG est gage de durabilité et de performance pour Eurazeo et ses participations. Tout au long du cycle d'investissement, elle participe pleinement à la sélection, à la transformation et à la croissance pérenne des entreprises.

Eurazeo a formalisé cette approche au travers de sa stratégie O+, bâtie sur deux engagements phares : atteindre la neutralité nette carbone et favoriser une société plus inclusive. Eurazeo vise également à progresser sur l'ensemble des dimensions ESG, telles que définies par les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies (ODD).



Déterminé à accélérer l'avènement d'une économie bas carbone et plus inclusive, Eurazeo a intégré l'ESG dans chacune de ses stratégies d'investissement comme en témoigne le classement articles 8 ou 9 au sens du nouveau règlement européen Disclosure (SFDR) de 83% de ses fonds en cours de déploiement ou de levée. Le pourcentage des fonds de chaque société de gestion du Groupe classés articles 8 ou 9 est présenté ci-dessous¹ :

Société de gestion	AUM art 8/9 (M€)	%
EMC	1 110	62%
EIM	8 372	53%
KURMA	80	22%

La liste complète des fonds classés articles 8 ou 9 par société de gestion est disponible dans les annexes.

Eurazeo continue de renforcer ses fonds thématiques ayant un objectif de développement durable au sens de l'article 9 du règlement (UE) 2019/2088, avec notamment :

- ESMI (Eurazeo Sustainable Maritime Infrastructure) qui accompagne des projets d'innovation, de transition énergétique et de décarbonation du secteur maritime ;

¹ Données au 31 décembre 2021.

- Eurazeo Transition Infrastructure Fund2, qui investit dans les infrastructures durables soutenant la transition énergétique et digitale en Europe ;
- Nov Santé, fonds de plus de 400 M€ créé à l'initiative d'un groupe de grands investisseurs institutionnels, investit dans le secteur de la santé (recherche, production et services) dans le cadre du plan « Relance » français.

Des informations plus détaillées concernant la stratégie ESG d'Eurazeo peuvent être trouvées dans le Document d'Enregistrement Universel (section 3.1) et dans le Rapport de Progrès O+ publiés dans la section Media Center du site internet d'Eurazeo.

B. STRATÉGIE D'ALIGNEMENT AVEC LES OBJECTIFS INTERNATIONAUX DE LIMITATION DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE PRÉVUS PAR L'ACCORD DE PARIS

RÉDUIRE LE RISQUE ET L'EXPOSITION AU COÛT DU CARBONE

Eurazeo a aligné ses activités avec un scénario limitant le réchauffement climatique à 1,5°C et affiche pour objectif ambitieux d'atteindre la neutralité nette carbone au plus tard en 2040.

Eurazeo a été le premier acteur du Private Equity en Europe à s'engager, dès 2020, dans la définition de sa trajectoire de décarbonation conforme aux préconisations scientifiques pour atteindre l'objectif de l'Accord de Paris. Ses objectifs de réduction carbone ont été validés par l'initiative Science Based (SBTi) pour Eurazeo et ses sociétés du portefeuille.

Les engagements climat d'Eurazeo comportent trois étapes clés : mesurer et réduire l'empreinte carbone d'Eurazeo, celle du portefeuille et équilibrer les émissions résiduelles.

MESURER ET RÉDUIRE L'EMPREINTE D'EURAZEO

La trajectoire de décarbonation d'Eurazeo, validée par SBTi en février 2022 comporte les objectifs suivants applicables à Eurazeo en tant que Groupe :

Trajectoire SBT d'Eurazeo (niveau Groupe) - Scopes 1 et 2

- Eurazeo s'engage à réduire ses émissions de scopes 1 et 2 de 55% d'ici 2030 par rapport à 2017.
- Eurazeo s'engage à augmenter son approvisionnement en électricité renouvelable de 9% en 2017 à 80% en 2025.

MESURER ET RÉDUIRE L'EMPREINTE DU PORTEFEUILLE

Dès la phase de due diligence, Eurazeo procède à une analyse approfondie de l'exposition aux risques climatiques – physiques et de transition – de ses investissements. Ces travaux s'appuient sur les recommandations de la TCFD (Task Force on Climate-Related Disclosure), qui appelle le secteur financier à plus de prise en compte et de transparence sur les enjeux climatiques.

Afin de démultiplier son impact pour lutter contre la crise climatique, Eurazeo mobilise et incite les sociétés qu'il finance à décarboner leurs activités. Prérequis indispensable à toute action efficace, Eurazeo met à la disposition de l'ensemble de ses sociétés des outils permettant la mesure et le suivi de leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) de scopes 1, 2 et 3.

La trajectoire de décarbonation d'Eurazeo, validée par SBTi en février 2022, comporte les objectifs suivants applicables au portefeuille :

Trajectoire SBT du portefeuille d'Eurazeo - Scope 3

- Eurazeo s'engage à réduire les émissions de GES de son activité Real Estate de 60 % par mètre carré d'ici 2030 par rapport à 2021.

² Fonds en cours de levée en 2022.

- Eurazeo s'engage à ce que 25 % de son portefeuille de Private Equity éligible en matière de capital investi aient des trajectoires de décarbonation validées par SBTi d'ici 2025, et 100 % d'ici 2030.

EQUILIBRER LES ÉMISSIONS RÉSIDUELLES

L'objectif prioritaire d'Eurazeo est de réduire ses émissions de GES. Cependant, pour atteindre l'objectif de neutralité nette carbone, Eurazeo équilibre ses émissions résiduelles via le financement de projets de séquestration, l'objectif étant d'avoir des émissions résiduelles toujours plus faibles.

En outre, Eurazeo a renouvelé, le 20 décembre 2019, la ligne de crédit syndiqué. Pionnière en la matière, cette ligne de crédit est adossée à des objectifs ESG et comporte une clause de financement de puits de carbone (voir section 5.15 du Document d'enregistrement universel d'Eurazeo). Au titre de l'année 2020 ce mécanisme a permis de financer deux projets de reboisement conduits par l'ONF et labélisés « Bas Carbone ». L'absorption de ces projets est estimée à 5 500 tCO₂ en 2028.

RÉSULTATS

En 2021, 100 % de l'électricité consommée au siège d'Eurazeo à Paris est issue de sources renouvelables grâce à la souscription d'un contrat d'énergie verte.

Eurazeo a obtenu en 2021 la note de B au classement du CDP sur le changement climatique, dépassant la moyenne mondiale du secteur.

	2021
Consommation d'énergie hors carburant (en MWh)	
Électricité ⁽¹⁾	540
Énergies renouvelables	531
Gaz naturel	30
CONSOMMATION TOTALE D'ÉNERGIE	1 101
Montant dépensé en énergie (en millions d'euros)	0,1
Part des énergies renouvelables	48%
Consommation de carburant (en litres)	
Essence	6 130
Gasoil	5 387
CONSOMMATION TOTALE DE CARBURANT	11 517
Montant dépensé en carburant (en milliers d'euros)	23
Émissions de GES ⁽²⁾ (en tonnes équivalent CO₂)	
Scope 1 ⁽³⁾	34
Scope 2 ⁽⁴⁾	146
TOTAL (SCOPES 1 + 2)	180
Scope 3 ⁽⁵⁾ – Catégorie 1 : Achats de produits et services	8 593
Scope 3 – Catégorie 3 : émissions liées à l'énergie non incluse dans le scope 1 et 2	27
Scope 3 – Catégorie 6 : Déplacements professionnels	1 418
TOTAL (SCOPES 1 + 2 + 3) HORS ÉMISSIONS GES ASSOCIÉES AU PORTEFEUILLE ⁽⁶⁾	10 219
Périmètre : Eurazeo SE, EMC, EIM, EFML, Eurazeo North America et les bureaux du Groupe à Berlin, Frankfurt, Londres, Madrid, New York, Seoul, Shanghai et Singapour.	
⁽¹⁾ Hors énergies renouvelables.	
⁽²⁾ Les facteurs d'émission proviennent de l'Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) 2006 (combustibles et carburants) et de l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) (consommation d'électricité) suivant la méthodologie du Greenhouse Gas (GHG) Protocol.	
⁽³⁾ Les émissions du scope 1 sont liées à la consommation de combustibles sur site (gaz, fioul, etc.), à la consommation de carburant dans les véhicules et aux fuites de substances réfrigérantes.	
⁽⁴⁾ Les émissions du scope 2 sont liées à la génération de l'électricité, la vapeur, la chaleur ou le froid achetés et consommés.	
⁽⁵⁾ Les émissions du scope 3 sont liées aux émissions indirectes, en amont ou en aval de l'activité.	
⁽⁶⁾ La mesure des émissions carbonées associées au portefeuille d'Eurazeo (Scope 3 – catégorie 15) est en cours de réalisation et sera publiée dans notre rapport CDP – Climat.	

INTÉGRER LA VARIABLE CARBONE DANS L'ENSEMBLE DU CYCLE D'INVESTISSEMENT

Dans le cadre de sa Politique d'exclusion, Eurazéo écarte de son périmètre d'investissement les sociétés qui contribuent significativement au dérèglement climatique. Est notamment prohibé l'investissement dans les sociétés ayant pour activité principale la production ou commercialisation de charbon, pétrole, gaz ou encore d'huile de palme (plus d'informations dans la Politique d'exclusion sur le site internet du Groupe).

En phase de due diligence, Eurazéo s'engage à intégrer la variable carbone dans ses business plans d'investissement. Les due diligences intègrent également une analyse de l'exposition au risque climatique et de la durabilité de la cible selon la Taxonomie Européenne.

En matière de financement, Eurazéo a négocié en 2020 le premier financement unitranche adossé à cinq critères ESG, parmi lesquels la mesure annuelle de l'empreinte carbone, et généralise cette pratique à ses nouveaux investissements et à son activité de dette privée.

La prise en compte de l'ESG, dont le carbone, dans le cycle d'investissement est présentée de manière détaillée dans la section II de ce rapport.

C. STRATÉGIE D'ALIGNEMENT AVEC LES OBJECTIFS DE LONG TERME LIÉS À LA BIODIVERSITÉ

INTRODUCTION : LA NÉCESSITE DE L'ENGAGEMENT BIODIVERSITÉ D'EURAZEO

La biodiversité désigne l'ensemble des êtres vivants ainsi que les écosystèmes dans lesquels ils vivent. Elle s'apprécie en considérant la diversité des écosystèmes, des espèces et des gènes dans l'espace et dans le temps, ainsi que leurs interactions.

Elle joue un rôle clé dans la régulation climatique car elle absorbe en théorie la moitié des émissions CO2 émises par les activités humaines. Elle assure de nombreux services « gratuits » essentiels à la vie et aux activités humaines qui sont en péril.

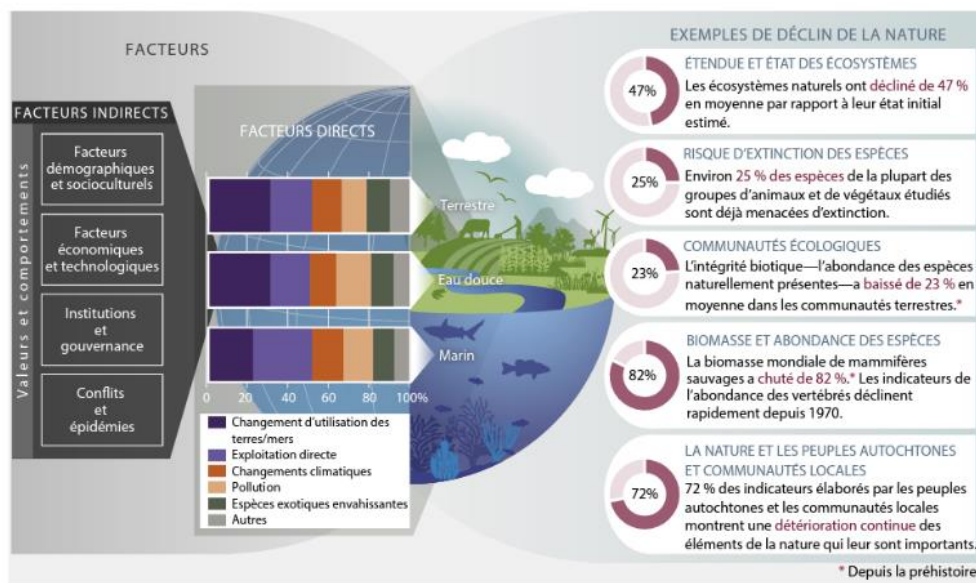


Figure 6 : Exemples de déclin observés dans la nature au niveau mondial, soulignant le recul de la biodiversité provoqué par des facteurs de changement directs et indirects. Source : (IPBES, 2019).

La fréquence et l'ampleur de la dégradation de la biodiversité liée à l'activité humaine est d'autant plus importante que son impact sur les sociétés et leurs économies est dangereux et imminent. Les activités humaines telles que l'extraction de

matières premières, les industries énergétiques et agroalimentaires impactent en particulier massivement 3 piliers du capital naturel : le sol, l'atmosphère et l'eau ; et la pression sur ces ressources est grandissante et alarmante. En parallèle, la moitié du PIB mondial dépend modérément ou fortement de la nature et de ses services.

Conscient de la pression sur la biodiversité et de l'urgence d'agir, Eurazeo reconnaît l'importance et la nécessité de mesurer l'impact de ses activités par des méthodologies basées sur la science afin d'agir de manière rigoureuse pour préserver et restaurer le capital naturel.

Afin de mener à bien son rôle d'investisseur responsable, Eurazeo s'engage à développer une stratégie ciblée autour de la biodiversité d'ici 2030 avec pour objectif d'accompagner ses participations dépendantes/impactantes sur la biodiversité vers la mise en place de mesures de protection et restauration de la diversité biologique.

ENGAGEMENT BIODIVERSITÉ 2030 D'EURAZEO

Face à la pression grandissante de la dégradation de la biodiversité, Eurazeo s'engage à que

100% de nos actifs « Private Equity » et « Real Estate » identifiés à fort enjeu biodiversité auront formalisé un plan d'action aligné avec les objectifs de la Convention Mondiale sur la Diversité Biologique d'ici 2030

Dans le respect de l'Article 29 qui s'applique à Eurazeo et aux fonds gérant un actif supérieur à 500Md €, Eurazeo formalise cette stratégie selon les principes du guide Science-Based Targets for Nature* développé par le Science Based Targets Network (SBTN)³. Elle se déploie d'ici à 2030 avec pour objectif d'intégrer des efforts de contribution à la protection et restauration de la biodiversité à toutes les phases du cycle d'investissement du fonds.

« ENGAGEMENT BIODIVERSITÉ 2030 »

NOTRE EFFORT DE CONTRIBUTION À LA PROTECTION ET RESTAURATION DE LA BIODIVERSITÉ INTÉGRÉ À TOUTES LES PHASES DU PROCESSUS D'INVESTISSEMENT

1. ANALYSE DE MATÉRIALITÉ

- Analyser les **impacts** et les **dépendances** de participations à la biodiversité
- Identifier les participations avec **un enjeu critique** sur la biodiversité
- Évaluer les **risques et opportunités**
- Pour les sociétés à fort enjeu sur la biodiversité : **intégrer de critères d'impact et dépendance biodiversité dans les clauses ESG**

2. MESURER ET ÉTABLIR

- Mesurer l'**empreinte biodiversité** de participations à enjeux critique sur la biodiversité
- Développer une **stratégie d'alignement sur les objectifs de préservation de la biodiversité** avec les participations à fort enjeu biodiversité
- Mise en place d'un **programme de contribution de nos investissements aux objectifs** de la convention sur la diversité biologique

3. COMMUNIQUER

- **KPI biodiversité inclus** dans le Reporting annuel,
- **revue par des auditeurs RSE indépendants**
- y compris les **indicateurs réglementaires** (alignement taxonomie, PAI, ...)

Préinvestissement

Période d'investissement

Reporting

³ Le Science Based Targets Network (SBTN) s'appuie sur l'élan de l'initiative Science Based Targets (SBTi). Il s'agit d'un réseau de plus de 45 organisations - y compris les mêmes organisations derrière le SBTi - développant des méthodes et des ressources pour des objectifs scientifiques (SBT) pour la nature pour les entreprises, et des objectifs scientifiques pour le climat et la nature pour les villes.

Cette stratégie vise à analyser puis améliorer l'avancée d'Eurazeo sur les quatre macro-objectifs biodiversité formulés pas la Convention de la Diversité Biologique.

- L'engagement d'Eurazeo repose principalement sur l'objectif de financement due à son activité d'investissement. Cependant le groupe poursuit son progrès sur les trois autres objectifs avec l'accompagnement aux participations à fort enjeux biodiversité dans la mise en place de leurs propres stratégies d'ici 2030.
- La stratégie biodiversité d'Eurazeo est alignée sur la critériologie de sélection du périmètre de la stratégie de décarbonisation d'Eurazeo, elle-même certifiée par le SBTi.
- Les fonds 'Private Equity' et « Real Estate » éligibles selon les critères de sélection SBTi représentent 52% du total des AUM
- Le périmètre s'applique en priorité sur les fonds LMBO, SMBO et Growth et couvrira l'ensemble de fonds éligibles en 2023.

4 MACRO - OBJECTIFS POUR 2050 LIÉS À LA BIODIVERSITÉ



Stock : Augmenter d'au moins 15% la superficie des écosystèmes afin de maintenir la diversité génétique d'espèces à 90% au moins.



Services : Maintenir, valoriser et renforcer les services écosystémiques de la nature.



Équité : les ressources génétiques utilisées sont partagées de manière juste et équitable, avec une augmentation des avantages partagés, notamment en faveur de la conservation et de l'utilisation durable de la biodiversité.



Financement : Trouver des moyens financiers nécessaires pour réaliser la vision 2050

Voir également les objectifs d'Aichi du Plan stratégie pour la diversité biologique

Les actions clés de notre stratégie biodiversité

Actions clés 2022 :

- 100% de participations sur les fonds classés article 8 et 9 ont été évalués concernant les Principales Incidences Négatives (PAI en anglais) de la régulation SFDR
- Développement d'un cadre méthodologique pour l'évaluation de la matérialité biodiversité de nos participations (identification de participations à fort impact / dépendance sur la biodiversité)
- 60% d'actif sous gestion sur les fonds éligibles selon la méthodologie (MLBO, SMBO et Growth) ont été évalué sur la dépendance et l'impact biodiversité (Analyse de matérialité)

Actions clés 2023 :

- 100% de nos d'actif sous gestion éligibles selon la méthodologie seront évalués sur la dépendance et l'impact biodiversité grâce au module Eurazeo d'analyse matérialité.
- 100% de due diligences intègrent l'analyse de matérialité sur la biodiversité.
- Identification du pourcentage total d'actif sous gestion à fort enjeu sur la biodiversité (participations avec une dépendance et un impact biodiversité matériel).
- Démarrage de l'accompagnement aux participations identifiées à fort enjeu sur la biodiversité : Mesure de l'empreinte biodiversité, Conception de stratégies biodiversité et mise en place d'un plan d'action

Actions clés 2025 :

- 25% des participations à fort enjeu biodiversité auront formalisé un plan d'action aligné avec la Commission De La Diversité Biologique.

Objectif 2030 :


- 100% des actifs à fort enjeu biodiversité d'Eurazeo auront formalisé un plan d'action aligné avec les objectifs de la Commission Biodiversité et sous réserve de toute évolution des réglementations.

Progrès 2022 : Focus sur l’outil d’analyse matérialité

L’engagement d’Eurazeo pour la biodiversité a déjà débuté en 2022. En effet, sur 100% de ses fonds classés articles 8 et article 9 Eurazeo a mis en place un dispositif d’évaluation des PAI biodiversité de la SFDR.

La mise en application du dispositif de mesure de matérialité marque un nouveau pas de la mise en œuvre de la stratégie biodiversité d’Eurazeo :

Cette analyse de double matérialité (Dépendance / Impact) repose sur la base de données ENCORE (Exploring Natural Capital Opportunities, Risks and Exposure) et produit une note finale basée sur 5 indicateurs (2 indicateurs pour la dépendance et 3 indicateurs pour l’impact) pour chaque société.



Développée par la Nature Capital Finance Alliance en partenariat avec le Centre Mondial de Surveillance pour la Conservation de la Nature (UNEP-WCMC).

- 11** grands secteurs économiques avec plusieurs sous-industries
- 89** process de production rattachés à un ou plusieurs sous-industrie
- 21** services écosystémiques recensés (dépendances potentielles)
- 11** types d’impact potentiels sur la biodiversité à évaluer

✓ La note d’impact d’un process de production d’ENCORE est calculée de la façon suivante :

Fréquence de l’impact	Élevée, moyenne, faible
Vitesse à laquelle l’impact affecte la biodiversité	<1 an 1 à 3 ans >3 ans
Niveau de sévérité de l’impact	Élevée, moyenne, faible

✓ La note de dépendance d’un process de production d’ENCORE est calculée de la façon suivante :

Niveau de perte de fonctionnalité si le service écosystémique est perturbé	Limité Modéré Sévère
Niveau de perte financière lié à cette perte de fonctionnalité	Limité Modéré Sévère

✓ La note finale d’impact et de dépendance de chaque process de production est placée sur cette échelle :

Très fort
Fort
Moyen
Faible
Très faible
Aucun

✓ Ces notes d’impact et de dépendance sont utilisées pour créer un score allant de 0 à 5. Un score de 5 signifie une très forte dépendance ou un très fort impact, Un score de 0 indique l’absence d’impact ou de dépendance.

L’approche méthodologique pour l’analyse de matérialité a été développée avec le cabinet Moonshot.



Chaque participation du portefeuille est reliée à l’un des 89 process de production de la base ENCORE.

- À chaque process de production est associé un niveau d’impact et un niveau de dépendance à la biodiversité. Ces niveaux sont estimés par ENCORE pour chaque process de production.
- Le niveau d’impact sur la biodiversité de chaque process de production est évalué selon les 11 types de pression répertoriés par ENCORE et est traduit dans un score de 0 à 5 pour chacune des 11 pressions sur la biodiversité.
- Le niveau de dépendance à la biodiversité de chaque process de production est évalué pour les 21 services écosystémiques répertoriés par ENCORE et est traduit dans un score de 0 à 5 pour chacun des 21 services écosystémiques.

Le score obtenu peut ensuite être mappé pour obtenir une représentation de l’impact ou de la dépendance d’une société ou d’un secteur d’activité.

Exemple ci-dessous :



- Les scores de 0 à 5 permettent de mapper les principales dépendances et impacts d'une participation à la biodiversité.
- Chaque point correspond à un niveau de dépendance à un des 21 services écosystémiques.
- Si le point est à l'extérieur du rond jaune, cela signifie que le niveau de dépendance à ce service écosystémique est fort ou très fort (score supérieur à 3.5/5).

Ainsi, cette méthodologie d'analyse de matérialité permet d'identifier les secteurs à forts impacts et à fortes dépendances sur la biodiversité du portefeuille éligible.

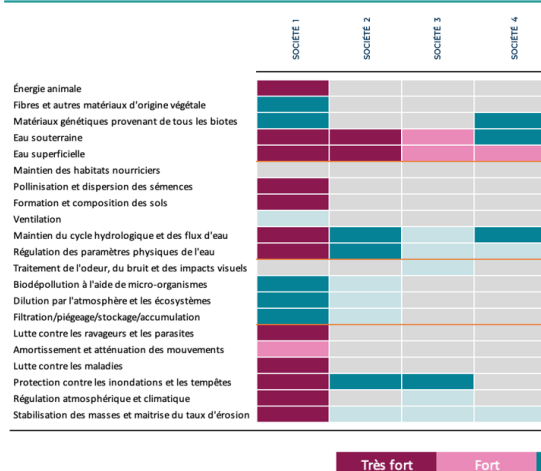
L'analyse matérialité permet ainsi d'identifier les risques liés à la biodiversité pour les investissements en précisant s'ils sont liés à un impact ou une dépendance ainsi que leur périmètre et secteur géographique.

Dans un second temps cette analyse personnalisée permet l'élaboration d'un plan d'amélioration comportant une stratégie biodiversité avec un calendrier précis.

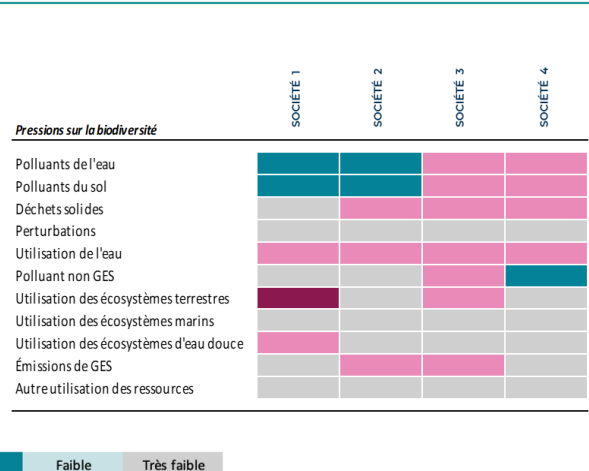
ETUDE DE CAS POUR LA STRATEGIE MID-LARGE BUYOUT :

26% DES AUM IDENTIFIÉS À FORT ENJEU BIODIVERSITÉ

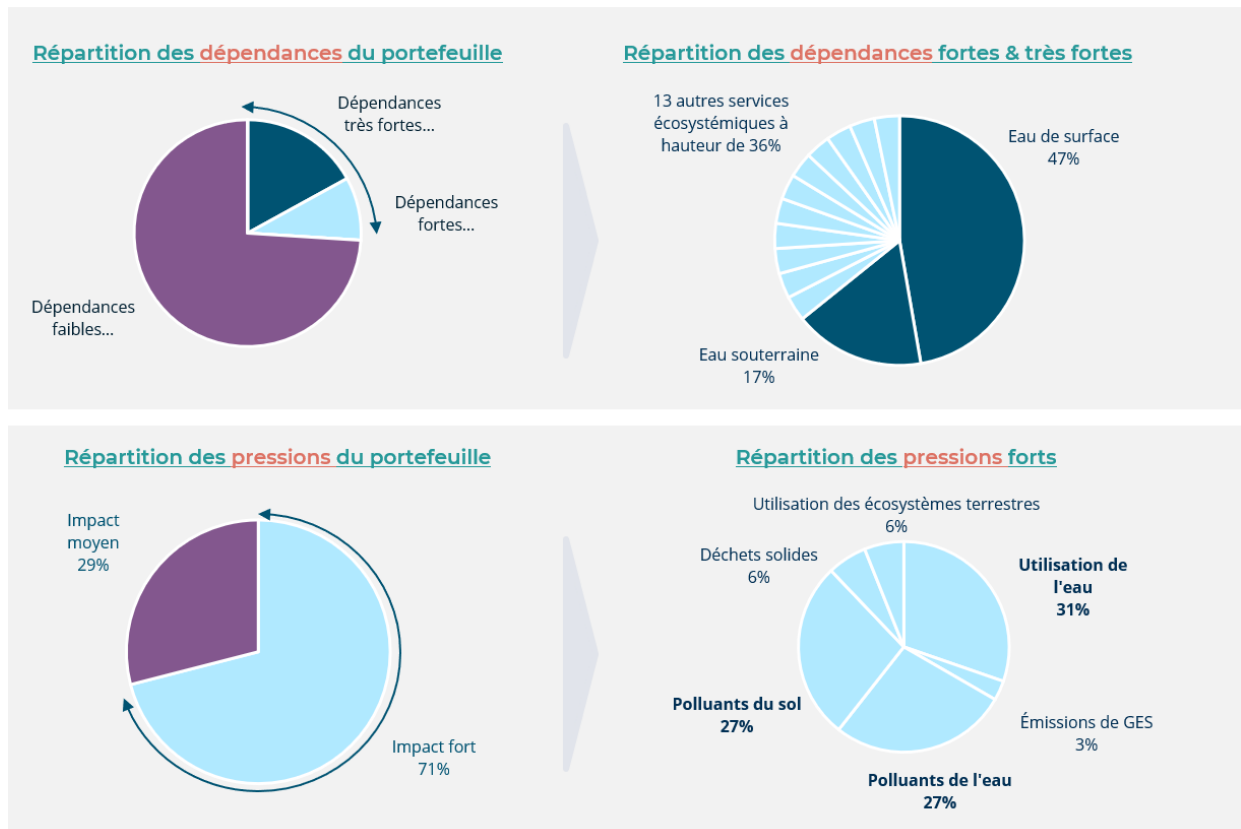
ZOOM SUR LES PARTICIPATIONS QUI ONT AU MOINS UNE DÉPENDANCE FORTE OU TRÈS FORTE À UN SERVICE ÉCOSYSTÉMIQUE



ZOOM SUR LES PARTICIPATIONS DONT LES IMPACTS SONT FORTES OU TRÈS FORTES



Très fort Fort Moyen Faible Très faible



D. OBJECTIF DE REPRÉSENTATION ÉQUILIBRÉE DES FEMMES ET DES HOMMES PARMIS LES ÉQUIPES, ORGANES ET RESPONSABLES CHARGÉS DE PRENDRE DES DÉCISIONS D'INVESTISSEMENT

La promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes chez Eurazeo se traduit par le déploiement d'une politique globale de mixité, d'objectifs chiffrés fixés par la Direction Générale, de processus Ressources Humaines prenant en compte la dimension femmes/hommes, d'accords favorisant un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle et d'actions de sensibilisation et de formation.

En 2021, les organes chargés de prendre des décisions d'investissement (comités d'investissement) au sein des entités suivantes étaient composés comme suit :

Société de gestion	% de femmes
EMC	10 %
EIM	19 %
EIP	33 %
Kurma	12,5 %

En lien avec la loi Rixian, art 29, ces entités ont pour ambition d'atteindre la parité entre les sexes au sein des comités d'investissement et se fixent par conséquent un objectif de 40% de femmes à l'horizon de 2029.

II. L'ESG À CHAQUE ÉTAPE DU CYCLE D'INVESTISSEMENT

L'ESG est intégré à chaque étape du cycle d'investissement :

- Lors de la phase de détection, Eurazeo réalise des due diligences ESG sur 100 % des dossiers d'investissement en phase d'étude avancée afin d'enrichir l'analyse du secteur et de l'entreprise cible et d'avoir une compréhension renforcée des différents risques et opportunités ;
- Lors de la phase d'accélération, Eurazeo demande aux sociétés dont il est actionnaire de déployer des incontournables O+ et de réaliser un reporting ESG permettant de mesurer le déploiement, les progrès et résultats des programmes ESG ;
- Lors de la phase de cession, Eurazeo communique les éléments de performance ESG aux potentiels acquéreurs via l'intégration de données ESG dans les datarooms ou via des vendor due diligences.

Objectifs	2021
100 % des acquisitions sont alignées avec la politique d'exclusion	100 %
100 % des acquisitions font l'objet d'une due diligence ESG(1)	100 %

(1) Selon les branches d'activités et du type d'investissement, la due diligence ESG peut être internalisée et prendre la forme d'un questionnaire ESG, accompagné selon les cas d'une analyse spécifique interne ou externe. Les spécificités sont détaillées dans les notes méthodologiques en section 3.4 du Document d'enregistrement universel d'Eurazeo.

DÉPLOIEMENT DE LA STRATÉGIE ESG À CHAQUE ÉTAPE DU CYCLE D'INVESTISSEMENT

1. PRÉ-INVESTISSEMENT	2. PÉRIODE DE DÉTENTION	3. SORTIE
<p>POLITIQUE D'EXCLUSION</p> <ul style="list-style-type: none"> • Secteurs tels que les armes, le charbon et le pétrole, le tabac, les narcotiques, les jeux d'argent, la fourrure animale, l'alcool, les OGM, la pêche au chalut, l'huile de palme ou les pesticides⁽¹⁾ • Pratiques telles que la corruption, le blanchiment d'argent, la violation des droits humains, le travail forcé ou le travail des enfants⁽²⁾ <p>ÉVALUATION CLIMAT ET ESG Pour tous les comités d'investissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Évaluation climat et ESG • Évaluation de la matérialité des ODD • Intégration des risques et opportunités ESG <p>DOCUMENTATION JURIDIQUE Intégration de clauses ESG dans les documentations juridiques</p> <p>FINANCEMENT Intégration de critères ESG dans les financements</p>	<p>ACCÉLÉRATION ESG</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un plan de progrès « Incontournables O+ » avec un tableau de bord • Diffusion d'outils et webinars thématiques <p>MESURE D'IMPACT</p> <ul style="list-style-type: none"> • Indicateurs ESG collectés annuellement auprès des entreprises • Mesure et publication des impacts et des progrès réalisés • Publication de rapports <p>ENGAGEMENT ET POLITIQUE DE VOTE</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accompagnement continu en tant qu'administrateur • Rapports de vote publiés dans les rapports annuels 	<p>INFORMATION ESG</p> <ul style="list-style-type: none"> • Intégration des données ESG dans les datarooms

(1) Liste non-exhaustive. Des seuils de matérialité peuvent s'appliquer. Pour plus d'information, veuillez vous référer à la Politique d'Exclusion d'Eurazeo disponible sur le site internet.

(2) Liste non-exhaustive. Pour plus d'information, veuillez vous référer aux Politiques d'Eurazeo disponibles sur le site internet.

UN RÉSEAU DE COORDINATEURS ESG

En 2021, un coordinateur ESG a été identifié au sein de chaque équipe d'investissement. Point de contact privilégié de l'équipe ESG, il coordonne les activités ESG (communication avec les investisseurs et les sociétés de portefeuille, etc.) au sein de son activité ou de son équipe.

En outre, l'équipe ESG travaille en lien étroit avec les équipes d'investissement à chaque étape du cycle d'investissement. En phase de due diligence, les analyses réalisées sont partagées et discutées en amont des comités d'investissement. Lors de la période de détention, les équipes d'investissement sont associées aux échanges avec les sociétés de portefeuille, et les résultats des reporting ESG sont systématiquement relayés auprès des équipes concernées.

FORMATIONS ESG

Eurazéo a défini un cycle de formations ESG dédiées à ses collaborateurs. Une session d'accueil est prévue chaque année dans le cadre de l'intégration des nouveaux collaborateurs, deux sessions annuelles spécifiques sont prévues pour les équipes d'investissement et une conférence avec un expert des enjeux climatiques est régulièrement proposée à l'ensemble des collaborateurs. Les sessions spécifiques aux équipes d'investissement portent sur les risques et opportunités ESG, les critères d'exclusion et les enjeux économiques liés aux enjeux ESG.

PRÉ-INVESTISSEMENT

POLITIQUE D'EXCLUSION

La démarche adoptée par Eurazéo se veut ambitieuse et équilibrée pour accélérer la transition vers une économie bas carbone et plus inclusive. Dans le cadre de sa Politique d'exclusion, Eurazéo a distingué deux catégories de secteurs :

- La première catégorie regroupe certains secteurs dont les impacts négatifs directs ou indirects sont incompatibles avec sa démarche d'investisseur responsable ou ne peuvent être jugulés par une transformation des activités. Eurazéo n'investira pas dans ces secteurs. Par exemple, le secteur de la pornographie.
- La seconde catégorie comprend des secteurs pour lesquels un seuil de matérialité est prévu. Cette approche permet d'éviter l'exclusion d'entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 20 % sur les secteurs concernés. Lorsqu'une entreprise est concernée par les critères d'exclusion, Eurazéo est disposé à accompagner l'entreprise dans la transformation de ses activités sous réserve que des objectifs de transformation soient formalisés pour permettre la mise en conformité à brève échéance.

La liste des secteurs inclus dans la Politique d'exclusion est revue de manière périodique pour tenir compte de toute évolution socio-environnementale.

Par ailleurs, certaines pratiques identifiées entraînent également une exclusion tels que la corruption, le blanchiment d'argent, les atteintes aux droits humains, les activités en zone de conflit et les atteintes aux principes de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), à savoir :

- L'atteinte à la liberté d'association et la reconnaissance effective du droit de négociation collective ;
- Toute forme de travail forcé ou obligatoire ;
- Le travail des enfants ;
- Toute discrimination en matière d'emploi et de profession.

ÉVALUATION CLIMAT ET ESG

Critères étudiés

Lors des phases de due diligence, Eurazéo a pour objectif d'identifier et d'analyser les principaux enjeux, risques et opportunités ESG de la cible d'investissement. L'approche couvre les dimensions suivantes : social, environnement, sociétal, chaîne d'approvisionnement, éthique et gouvernance.

Pour conduire ces analyses, Eurazéo applique le principe de double matérialité qui vise à étudier l'impact des risques ESG sur l'entreprise, ainsi que ceux que l'entreprise fait peser sur la société. L'analyse est aussi conduite avec la philosophie des ODD

qui vise à identifier les contributions positives et les impacts négatifs (ou obstruction) des activités de l'investissement considéré. Eurazéo conduit cette évaluation au niveau des opérations des entreprises d'une part et au niveau de ses produits et services d'autre part.

En 2021, Eurazéo a généralisé l'évaluation de l'éligibilité et l'alignement des cibles d'investissement à l'aune de la Taxonomie Européenne : Eurazéo analyse le respect des critères techniques des critères de non-nuisance (DNSH).

La liste des critères étudiés découle d'une analyse croisée de plusieurs référentiels français et internationaux de référence :

- La Déclaration de Performance Extra-Financière ;
- Les 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies ;
- Les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies ;
- Les Principes pour l'Investissement Responsable (PRI) ;
- La Materiality Map du Sustainability Accounting Standards Boards (SASB) ;
- Les indicateurs d'incidences négatives inclus dans le projet des normes techniques de réglementation associées au règlement (UE) 2019/2088 (règlement « Disclosure ») ;
- Les objectifs de l'Accord de Paris ;
- La Task Force on Climate-related financial Disclosure (TCFD) ;
- Les critères techniques et de non-nuisance (DNSH) de la Taxonomie Européenne ;
- La loi sur le Devoir de Vigilance.

Thématiques étudiées

SOCIAL	ENVIRONNEMENT	SOCIÉTAL	ÉTHIQUE et GOUVERNANCE
Emploi (effectifs, évolutions, turnover et rémunérations) 	Politique générale (démarches, sensibilisation/formation, prévention des risques, provisions et garanties) 	Impact territorial, économique et social (emploi, développement local) 	Loyauté des pratiques (éthique, corruption, fiscalité)
Organisation du travail (temps de travail et absentéisme) 	Pollution (prévention/réduction/ réparation des rejets - air, eau, sol, nuisances) 	Relation avec les parties prenantes (dialogue, partenariat) 	Santé et sécurité des consommateurs et utilisateurs (qualité, communication, transparence)
Relations sociales (organisation du dialogue social et accords collectifs) 	Économie circulaire (gestion des déchets, gaspillage alimentaire, utilisation des ressources : eau, énergie, matières premières) 	Mécénat d'entreprise (dons à des associations) 	Droits Humains (actions engagées)
Santé et sécurité (conditions de travail, couverture santé, accidents du travail) 	Protection de la biodiversité (mesures pour évaluer l'impact, développer, protéger) 	CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT	Mixité et indépendance du Conseil de Surveillance
Formation (politiques, heures dispensées) 	CLIMAT	Fournisseurs et sous-traitance (politique achats et sous-traitance) 	Comités du Conseil de Surveillance
Égalité de traitement (égalité hommes-femmes, lutte contre les discriminations) 	Émissions (postes significatifs d'émissions de GES) 	Impacts sociaux et environnementaux relatifs à la chaîne d'approvisionnement 	Gestion des risques et outils de contrôle interne
Conventions de l'OIT (liberté d'association, discriminations, travail forcé et travail des enfants) 	Atténuation et adaptation au changement climatique (éligibilité et alignement avec la Taxonomie européenne, risques physiques et de transition) 	Matières premières et raréfaction des ressources 	Gestion de crise, réputation

4

Collecte des informations

⁴ Les pictogrammes présentés ci-dessus correspondent aux 17 objectifs de Développement Durable des Nations Unies, le cadre de référence adopté par Eurazéo pour aborder l'ensemble des dimensions de l'ESG.

La première phase de recherche et de collecte d'informations est effectuée lors de la phase de détection. Cette phase inclut des recherches documentaires à partir d'études, référentiels sectoriels et thématiques, articles de presse sur le secteur d'activité ainsi que sur les concurrents. Elle s'appuie aussi sur les documents mis à disposition via la data room, le cas échéant. Selon les enjeux identifiés, des recherches plus approfondies peuvent être réalisées via des entretiens d'experts, des due diligences réalisées par des cabinets externes et des audits de sites.

Analyse et mise en perspective

L'examen rigoureux d'une cible d'acquisition à l'aune des enjeux ESG alimente la capacité à se forger de solides convictions dans la sélection des investissements. Eurazeo applique le principe de double matérialité qui vise à étudier l'impact des risques ESG sur l'entreprise, ainsi que ceux que l'entreprise fait peser sur la société. L'objectif est d'étudier l'entreprise cible sous trois angles :

- La performance ESG de l'entreprise cible en elle-même ;
- Le positionnement de l'entreprise par rapport à son secteur d'activité et ses concurrents ;
- Les attentes des parties prenantes.

Cette analyse permet d'identifier les enjeux et opportunités ESG les plus matériels, le niveau de performance de l'entreprise et de son secteur, notamment en matière climatique (voir section I.B).

Eurazeo s'engage également à intégrer la variable carbone dans ses business plans d'investissement. En outre, les due diligences intègrent une analyse de l'exposition au risque climatique et de la durabilité de la cible selon la Taxonomie Européenne.

Prise en compte dans la décision d'investissement

La politique d'investissement responsable prévoit qu'aucun financement ne pourra être réalisé en l'absence d'une due diligence ESG. Le respect de cette politique est mesuré à travers l'objectif « 100% des acquisitions font l'objet d'une due diligence ESG » et intégré dans le calcul de la rémunération variable des dirigeants.

Les analyses ESG sont systématiquement restituées au Comité d'Investissement afin d'éclairer sa prise de décision.

Documentation juridique

Dès l'envoi des documents contractuels préliminaires aux investissements cibles, Eurazeo informe la société de ses engagements et de ses attentes en la matière. Ces engagements et attentes sont ensuite reflétés dans les documentations juridiques finales (pacte d'actionnaires, side letters, ...).

Ces clauses sont définies selon la nature des investissements et concernent notamment les critères d'exclusions, la réalisation d'un reporting ESG annuel pour mesurer le déploiement, l'avancement et les résultats des programmes ESG ou encore la mesure de l'empreinte carbone. Des clauses ESG ont été intégrées aux documentations juridiques de près de 80 investissements en 2021.

Financement

Après avoir indexé sa ligne de crédit syndiqué à des critères ESG en 2020, Eurazeo a négocié le premier unitranche ESG pour l'un de ses investissements. Adossée à cinq critères ESG, la marge de ce financement est ajustée annuellement en fonction de l'atteinte de ces objectifs. Cette pratique se généralise pour les nouveaux investissements. En 2021, 25 financements ont intégré des critères ESG. Les critères intègrent l'ensemble des dimensions de l'ESG et sont adaptés aux enjeux les plus matériels de l'entreprise cible.

PÉRIODE DE DÉTENTION

ACCÉLÉRATION ESG

Plan de progrès « Incontournables O+ »

Eurazéo a développé un plan de progrès ESG qui permet aux entreprises financées d'intégrer l'ESG dans leur modèle d'affaires et de progresser au fil des années, quelles que soient leur taille ou leur maturité en la matière.

Ce plan intègre 20 « incontournables O+ » qui permettent de construire une approche ESG équilibrée, complète et performante. La progression des entreprises est mesurée selon quatre niveaux – bronze, argent, or et platine – selon le nombre de critères mis en œuvre.

Ce dispositif permet également de définir le niveau cible requis pour les entreprises dont Eurazéo est actionnaire majoritaire, soit le niveau or, en conformité avec les ambitions du Groupe et les exigences réglementaires.

Ces critères sont amenés à évoluer au fil du temps pour tenir compte des évolutions en matière d'ESG.

Le déploiement de ces critères par les sociétés de portefeuille est présenté annuellement dans le rapport de progrès O+ d'Eurazéo.

INCONTOURNABLES O+

20 critères pour progresser en ESG/RSE

 <p>Critères globaux</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Formalisation d'une politique ou d'une charte RSE - Nomination d'un coordinateur RSE - Définition d'objectifs RSE - Réalisation d'un reporting RSE - Évaluation des ODD
<p>E</p> <p>Critères environnementaux</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Mesure de l'empreinte carbone - Mise en place d'actions climatiques et énergétiques⁽¹⁾ - Définition d'une trajectoire de neutralité carbone - Formalisation d'une politique biodiversité - Déploiement d'initiatives de réduction de la consommation d'eau
<p>S</p> <p>Critères sociaux</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'une assurance santé, vie et invalidité pour tous les employés - Adoption d'un mécanisme de partage de la création de valeur⁽²⁾ - 40 % du genre le moins représenté au Conseil⁽³⁾ - 40 % (2030) / 50 % (2040) du genre le moins représenté à la Direction⁽⁴⁾ - Mise en place d'un plan de vigilance
<p>G</p> <p>Critères de gouvernance</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Discussion des enjeux RSE en Conseil⁽³⁾ - 30 % de membres indépendants au Conseil⁽³⁾ - Création d'un Comité d'Audit et d'un Comité des Rémunérations - Mise en place d'un programme d'éthique et de lutte contre la corruption - Intégration de critères RSE dans la rémunération variable de la Direction⁽⁴⁾

(1) Par exemple, 100 % d'énergie verte pour les bureaux. (2) Pour minimum 75 % des employés. (3) Conseil d'Administration ou de Surveillance. (4) À la première instance de Direction.

TABLEAU DE BORD

4 niveaux pour mesurer la progression

Les entreprises peuvent choisir parmi les 20 critères mais doivent adopter **une approche équilibrée** entre les catégories.



Les résultats du déploiement des « incontournables O+ » peuvent être trouvés dans le Rapport de Progrès O+ publié dans la section Media Center du site internet d'Eurazéo.

Connect, plateforme de partage de connaissances ESG pour les participations

Pour faciliter la compréhension et l'intégration des enjeux ESG, Eurazéo a développé en 2020 Connect, une plateforme numérique ouverte à toutes les sociétés dont il est actionnaire. Une communauté dédiée à la responsabilité permet aux dirigeants et responsables ESG des sociétés d'accéder à des documents, outils et formations qui adressent les différentes dimensions de l'ESG.

À titre d'exemple, la plateforme intègre un outil de reporting ESG, un calculateur carbone ou encore un outil d'évaluation des risques ESG des fournisseurs. Via cette plateforme, Eurazéo organise régulièrement des webinaires où des experts interviennent sur des sujets tels que le changement climatique, le numérique responsable ou les nouvelles attentes des consommateurs. En 2021, des webinaires trimestriels ont été organisés.

Engagement et politique de vote

Le groupe Eurazéo est un investisseur de long terme. Véritable partenaire, le Groupe entretient un dialogue régulier avec la direction des entreprises dont il est actionnaire. Cela se manifeste en particulier lors des Conseils de Surveillance ou d'Administration. Le Groupe a notamment adapté sa démarche de dialogue et d'engagement auprès des sociétés qu'il finance à travers des instruments de dette afin de tenir compte de sa position plus limitée dans la gouvernance de l'entreprise en tant que prêteur. Le Groupe gère majoritairement des actifs non cotés ; néanmoins s'agissant des titres négociés sur un marché réglementé, la Politique d'engagement du Groupe s'exprime à travers la Politique de vote et la Politique d'engagement.

Une mesure et publication des progrès accomplis

Toutes les sociétés ayant fait l'objet d'un investissement par le Groupe Eurazéo (directement ou via les fonds d'investissement gérés) reçoivent une demande de reporting ESG annuel, à partir des seuils définis dans la politique d'Investissement responsable d'Eurazéo. Cette disposition est prévue dans les pactes d'actionnaires signés lors de la prise de participation.

Les informations collectées permettent le suivi des progrès accomplis selon la stratégie ESG du Groupe, notamment les incontournables O+, ainsi que la mesure des indicateurs définis par les différentes réglementations auxquelles le Groupe et ses produits sont assujettis.

Les données collectées permettent de produire des rapports annuels à destination des parties prenantes du Groupe, notamment les Limited Partners et les actionnaires. Le groupe met à disposition l'ensemble des informations extra-financières sur son site internet et dans le cadre de ses publications réglementées.

SORTIE

Lors de la phase de cession, selon la matérialité de l'enjeu, un état des lieux ESG est réalisé et transmis à l'acquéreur afin de rendre compte des progrès accomplis depuis l'acquisition et de la performance extra-financière de l'entreprise cédée.

Pour ses activités buy-out, la mise à disposition d'information ESG en dataroom est systématique. Eurazéo vise à étendre cette pratique à l'ensemble de ses branches d'activités. Dans certains cas, Eurazéo peut faire réaliser des vendor due diligences ESG spécifiques par un tiers externe.

III. INTEGRATION DE RISQUES DE DURABILITE DANS LE PROCESSUS D'INVESTISSEMENT D'EURAZEO

Les événements dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance peuvent avoir des impacts négatifs sur la valeur des investissements d'Eurazéo. Comme décrit dans la Politique d'investissement responsable disponible dans la section Responsabilité du site internet, Eurazéo intègre les risques ESG à chaque étape du processus d'investissement :

- La Politique d'exclusion d'Eurazéo, disponible dans la section Responsabilité de notre site internet et décrite dans la section précédente de ce rapport, exclut les investissements dont les revenus proviennent à plus de 20% de secteurs sensibles (charbon, huile de palme, énergie nucléaire), ceux dans les titres émis par des entreprises impliquées dans des activités hautement controversées (comme la production de tabac, la production d'armes controversées) et en violation grave avec les principes du Pacte Mondial des Nations Unies. Cette politique d'exclusion est un instrument efficace pour limiter une grande variété de risques en matière de durabilité, allant du changement climatique et des pertes de diversité aux risques pour la santé.
- Une procédure d'évaluation est appliquée au cours de la phase de pré-investissement dans le but d'identifier et analyser toutes les considérations sociales, environnementales, sociétales, éthiques ainsi que les considérations liées à l'approvisionnement ou la gouvernance, en prenant en compte les 17 Objectifs de Développement Durable des Nations Unies, un cadre commun pour intégrer le développement durable au sein des organisations. Cette procédure est basée sur

les données fournies par l'entreprise, les opinions et études des experts consultés ainsi que les données publiquement disponibles. Le résultat final de l'évaluation prend la forme d'une fiche d'indicateurs.

- Les pactes d'actionnaires intègrent des clauses d'audit et de reporting ESG. Les indicateurs ESG sont collectés annuellement pour contrôler le progrès des entreprises. Ces indicateurs couvrent une grande variété d'enjeux ESG, allant du changement climatique et la biodiversité aux enjeux de gouvernance. Le suivi des progrès est communiqué dans un rapport annuel.

Une description plus détaillée de la manière dont les enjeux ESG sont intégrés dans le processus d'investissement peut être trouvée dans la Politique d'investissement responsable d'Eurazéo. Les risques en matière de durabilité sont également intégrés au niveau d'Eurazéo :

- Un dispositif de contrôle interne et de gestion des risques est mis en place sous la supervision du Directoire et animé par une Direction dédiée afin d'identifier, prévenir et limiter l'impact de ces principaux risques. L'ESG fait partie intégrante des évaluations des risques qui s'ont conduites.

- En 2015, Eurazéo a mis en place un Code de conduite signé par l'ensemble des collaborateurs. La mise en œuvre d'une approche éthique dans la conduite des affaires permet de réduire les risques de durabilité.

- Eurazéo a développé un outil de cartographie et d'analyse de la matérialité des risques ESG d'un portefeuille de fournisseurs. Cette analyse permet de hiérarchiser les fournisseurs devant faire l'objet d'une vigilance particulière.

Des informations plus détaillées concernant les risques en matière de durabilité au niveau du Groupe peuvent être trouvées dans le Document d'Enregistrement Universel publié dans la section Media Center du site internet d'Eurazéo.

IV. GOUVERNANCE ESG

L'ESG EST INTÉGRÉ AU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Conseil de Surveillance d'Eurazéo est doté d'un Comité ESG depuis 2014. Il a pour mission d'assister le Conseil de surveillance dans le suivi des sujets liés à l'ESG. Le Comité ESG mène des réflexions en coordination avec le Directoire, rend compte régulièrement au Conseil de Surveillance de l'exercice de ses missions et émet des recommandations sur la politique et les réalisations d'Eurazéo en matière de ESG d'Eurazéo. Au 31 décembre 2021, il était composé de quatre membres, dont deux membres indépendants.

L'ensemble des informations concernant le Comité ESG et ses membres peuvent être trouvées dans le Document d'Enregistrement Universel section 5.6 publié dans la section Media Center du site internet d'Eurazéo.

UNE ÉQUIPE D'EXPERTS DÉDIÉE FAIT PROGRESSER L'ESG

Créée dès 2008, l'équipe ESG d'Eurazéo est dirigée par Sophie Flak, Managing Partner, Directrice de l'ESG et du Digital, membre du Partners Committee. L'équipe de six personnes est rattachée à Nicolas Huet, Secrétaire Général et membre du Directoire d'Eurazéo. Cette équipe représente 1,78% de l'effectif permanent du Groupe, et son budget (hors des diligences et dépenses liées à l'activité d'investissement) représente 1% du total.

Des informations plus détaillées concernant l'équipe ESG d'Eurazéo peuvent être trouvées dans le Rapport de Progrès O+ publié dans la section Media Center du site internet d'Eurazéo.

L'ESG DANS LA RÉMUNÉRATION

Des critères ESG sont pris en compte pour le calcul de 15% de la rémunération annuelle variable des membres du Directoire. Depuis 2019, ils font également partie des éléments pris en compte pour le calcul de la rémunération variable de l'ensemble des membres du Partners Committee. Ces objectifs sont évalués pour chaque membre en prenant en compte les résultats

des branches d'investissement dont ils sont directeurs ou les résultats consolidés pour les autres membres. Plus de détails sont consultables en section 5.8.1.3 du Document d'Enregistrement Universel d'Eurazeo.

Par ailleurs, Eurazeo encourage les entreprises de son portefeuille à intégrer l'ESG dans la rémunération du management ; cet indicateur représente l'un des 20 « incontournables O+ » considérés par Eurazeo pour définir leur niveau d'engagement ESG.

L'ESG fait également partie des mécanismes de rémunération des fonds Article 9 ESMI et ETIF.

- La rémunération de l'équipe d'investissement d'ESMI à terme (mécanisme de Surperformance Fee) ne dépendra pas seulement de la performance financière du fonds mais aussi de critères extra-financiers, notamment de la réduction des émissions de GES réalisés par le futur portefeuille du fonds.
- Dans le cas d'ETIF, le mécanisme de carried interest est en partie lié aux éléments extra-financiers de l'objectif d'investissement durable du fonds : favoriser la transition énergétique et digitale vers une économie décarbonée.

V. UN ENGAGEMENT RECONNU

HISTORIQUE DE L'ENGAGEMENT

• 2022 :

- Validation de la trajectoire de décarbonation par l'Initiative Science Based Targets (SBTi)
- Publication de la Charte et de la Politique Diversité, Equité et Inclusion (DEI)
- Publication de la Politique des Droits Humains
- Publication de la Politique de Marketing et Ventes Responsables
- Intégration de critères extra-financiers dans le mécanisme de rémunération des équipes d'investissement des fonds ESMI et ETIF

• 2021:

- Signature de la charte « *Diversity in Action* » de l'ILPA (*Institutional Limited Partners Association*)
- Participation à l'initiative One Planet Summit pour la transition énergétique et la lutte contre le changement climatique
- Lancement de trois fonds dédiés à la transition vers une économie bas carbone
- Renforcement au capital de Kurma Partners, société de gestion spécialiste de l'innovation médicale et des biotech
- Mise en place d'un réseau de coordinateurs ESG au sein de chaque équipe d'investissement
- Annonce de la nouvelle marque Eurazeo « Power Better Growth », reflet du fort engagement ESG

• 2020 :

- Décision de la Fédération française d'Assurance et de la Caisse des Dépôts de confier à Eurazeo la gestion du fonds Nov Santé Actions Non Cotées de 420 millions d'euros
- Publication de la nouvelle stratégie ESG O+
- Publication de la Politique d'exclusion
- Création du fonds de dotation Eurazeo
- Création du fonds de solidarité Covid
- Engagement auprès de l'Initiative Science Based Targets (SBTi)
- Directrice ESG nommée au *Partners Committee*
- Lancement de Connect, plateforme de partage de connaissances ESG pour les participations

• 2019 :

- Signature du French Business Climate Pledge
- Participation à l'initiative Investor Agenda
- Critères ESG dans la rémunération variable du *Partners Committee*
- Mesure de l'intensité carbone des fonds (1^{ère} édition)

- **2018 :**
 - Reporting TCFD (1^{ère} édition)
 - Evaluation ODD du portefeuille (1^{ère} édition)
- **2017 :**
 - Critères ESG dans la rémunération variable du Directoire
 - Campagne de consultation des parties prenantes
 - Mesure de l’empreinte socio-économique (1^{ère} édition)
 - Signature du Shift Project
 - Publication de rapports climat par fonds (1^{ère} édition)
 - Intégration dans les familles d’indices extra-financiers MSCI, FTSE4Good et STOXX ESG Leaders Indices
- **2016 :**
 - Réponse au questionnaire climat du CDP (1^{ère} édition)
 - Intégration dans la famille d’indice extra-financier Euronext Vigeo
- **2015 :**
 - Publication du rapport intégré (1^{ère} édition)
 - Publication du Code de Conduite
 - Lancement du programme Achats Responsables
 - Publication du Code de Conduite des Relations Commerciales
 - Focalisation du programme de mécénat sur l’éducation et la jeunesse
 - Mesure de réduction des impacts (1^{ère} édition)
 - Co-fondation de l’Initiative Climat International (ex initiative Climat 2020) à l’occasion de la COP 21
- **2014 :**
 - Programme Eurazeo « Pluriels » en faveur de la mixité
 - Publication de la stratégie ESG 2014-2020
 - Création du Comité ESG du Conseil de Surveillance
 - Signature du Pacte Mondial de l’ONU
- **2013 :**
 - Programme de partage des méthodologies en open source
 - Intégration dans la famille d’indice extra-financier Ethibel Sustainability Index (ESI)
- **2012 :**
 - Première distinction par un indice extra-financier, ASPI Eurozone Index
- **2011 :**
 - L’ESG directement rattachée à un membre du Directoire
 - Politique d’investissement responsable (1^{ère} édition)
- **2010 :**
 - Intégration de critères ESG dans le processus d’investissement
 - Reporting ESG Groupe et participations (1^{ère} édition)
- **2009 :**
 - Cartographie des parties prenantes (1^{ère} édition)
 - Signature des PRI de l’ONU
 - Publication de la charte ESG
- **2008 :**
 - Diagnostic ESG du portefeuille (1^{ère} édition)
 - Création de l’équipe ESG

- 2004 :
- Lancement du programme de mécénat

NOTATIONS ESG

L’engagement et les progrès constants d’Eurazeo en matière d'ESG sont reconnus par les plus grandes agences de notation extra-financières internationales. En 20215, Eurazeo a une nouvelle fois devancé les scores médians de l'industrie et obtenu début 2022 l’amélioration de la note Sustainalytics à « Low Risk » qui permet au Groupe d’être dans le top 3 % de sa catégorie (13ème sur 443 en « Asset Management & Custody Services »).

Dans le cadre de l’évaluation annuelle 2020 des PRI (Principes pour l'Investissement Responsable), Eurazeo obtient la note la plus élevée A+ dans les quatre catégories d’évaluation afférentes à ses métiers, devançant ainsi les scores médians du secteur dans chacune d’entre-elles.



5 Scores mis à jour le 10 février 2022, sauf CDP en date du 7 décembre 2021.



RÉSUMÉ DES SCORES



PRIX ET INITIATIVES

- 2021 :
 - Signature de la **charte « Diversity in Action » de l'ILPA** (*Institutional Limited Partners Association*) visant à promouvoir la Diversité, l'Équité et l'Inclusion (DEI) dans le secteur du Private Equity.
- 2020 :
 - Lauréat du **prix Swen Plateforme d'Investissement Multi-stratégies**.
 - Eurazeo présent dans le guide **Science-Based Targets « Financial sector Science-Based Targets guidance »**.
- 2019 :
 - Signature du **French Business Climate Pledge**, initiative soutenue par le MEDEF et signée par 99 entreprises françaises.
 - Signature de la « **Déclaration des investisseurs mondiaux aux gouvernements sur le changement climatique** », initiative lancée par The Investor Agenda en amont de la COP 25. La lettre commune a été signée par 631 investisseurs représentant 37 000 milliards de dollars d'actifs.
 - Signature de la **charte SISTA**, une charte d'engagement pour favoriser la mixité dans le numérique
 - Signature de la **charte Parité de France Invest** sur les engagements pour favoriser la parité femmes-hommes chez les acteurs du capital-investissement et dans leurs participations.
- 2018 :
 - Considérée par **HSBC Global Research** comme l'une des sociétés cotées les plus avancées en matière d'ESG.
 - Classement par l'agence de notation Vigeo-Eiris parmi le **top 5 mondial du secteur Financial Services General** et dans les 1 % *top performers* en matière de Droits Humains dans le cadre d'études thématiques.
 - Lauréat du prix ESG Développement durable de **Private Equity Magazine**.
 - Lauréat du **Swen ESG Best practices Honours** pour l'activité Private Debt.
 - Finaliste dans la catégorie PME/ETI, aux **Integrated Thinkings Awards**.
- 2017 :
 - Signature du « **Manifeste pour décarboner l'Europe** », appel lancé par le **Shift Project** afin de mettre en œuvre une stratégie de décarbonation,
 - Signature de la « **Lettre des investisseurs institutionnels aux dirigeants du G7 et du G20** », initiative soutenue par les PRI (Principes pour l'Investissement Responsable des Nations Unies), signée par plus de 200 grands investisseurs internationaux.
 - Lauréat du **Swen ESG Best practices Honours** pour l'activité Venture Capital.
 - Finaliste dans la catégorie PME/ETI, aux **Integrated Thinkings Awards**.
- 2016 :
 - Lauréat du **Swen ESG Best practices Honours** pour l'activité Private Debt.
 - Lauréat du prix ESG Développement durable de **Private Equity Magazine**.

- 2014 :
 - Signature du **Pacte mondial des Nations Unies** et atteinte du **niveau « Avancé »**.
- 2009 :
 - Signature des **Principes pour l'Investissement Responsable (PRI)** des Nations Unies.

ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

- Alexander Murillo, Climate Manager, est nommé co-responsable du groupe de travail sur la biodiversité pour l'année 2022, au sein de la **commission ESG de France Invest**.
- Sophie Flak, Managing Partner ESG et Digital, a rejoint le groupe de travail sur les standards du reporting extra-financier de l'**EFRAG (European Financial Reporting Advisory Group)** pour l'année 2020.
- Benoist Grossmann, CEO d'EIM, est co-Président de **France Digitale** depuis 2019, qui œuvre notamment sur les sujets liés à l'impact et la diversité au sein de la communauté Tech en Europe.
- Caroline Hadrbolec, Managing Partner Directrice des Ressources Humaines, est membre du Comité France de **l'initiative LEVEL 20** depuis 2019, qui a pour objectif d'améliorer la représentation des femmes au sein du Capital-Investissement.
- En 2019, Eurazeo a été nommé par les **PRI (Principes pour l'Investissement Responsable)** au Comité Consultatif dédié au Capital-Investissement (PRI PEAC, Private Equity Advisory Committee).
- Sophie Flak, Managing Partner ESG et Digital, a été membre du **CNUM (Conseil National du Numérique)** de 2018 à janvier 2021, contribuant tout particulièrement aux travaux en lien avec l'écologie et le numérique.
- Erwann Le Ligné, membre du Directoire d'EIM, est Vice-Président de la table ronde sur l'investissement responsable (*Responsible Investment Roundtable*) d'**Invest Europe, association européenne du capital investissement**.
- Aux côtés de quatre autres sociétés du capital investissement, Eurazeo a lancé en 2015 l'**Initiative Climat 2020 (renommée initiative Climat international)**, première initiative du capital investissement en faveur de la gestion et de la réduction des émissions de gaz à effet de serre des sociétés de leurs portefeuilles. Cette initiative est soutenue par les PRI.
- Engagé de longue date en faveur de l'ESG, Olivier Millet, membre du Directoire d'Eurazeo, structure en 2009 à **France Invest** le Club Développement Durable devenu la Commission ESG (Environnement, Social, Gouvernance), qu'il préside pendant 6 ans jusqu'en 2015. Il contribue au travers de ces instances à la réflexion et aux actions d'engagements sociétaux du capital-investissement français. A ce titre il participe à la signature des PRI par France Invest en 2013, et à la rédaction de la nouvelle charte professionnelle de l'association mise en place en 2014. Olivier est également Président du comité de nomination de l'association France Invest, après avoir été Président de l'Association de juin 2016 à juin 2018. Il a également été membre du Conseil Exécutif du **MEDEF** de 2018 à 2020, ainsi que des Commissions des Nouvelles Responsabilités Entrepreneuriales et Transition écologique et économique. Au sein de cette dernière Commission, il a présidé le groupe de travail Finance Durable et Performance extra-financière.
- Depuis 2015, des **roadshows spécifiquement dédiés à l'ISR** (Investissement Socialement Responsable) sont organisés afin de rencontrer des investisseurs spécialisés sur cette thématique. Trois roadshows ISR ont été organisés en 2021.
- Virginie Morgon, Présidente du Directoire d'Eurazeo, est l'une des fondatrices du **Women's Forum for Economy & Society** et co-présidente du comité de soutien de Paris de **Human Rights Watch**.

NOTRE PORTEFEUILLE :

EURAZEO CAPITAL III SCSP

À fin 2021, le portefeuille du fonds Eurazeo Capital III était composé de 4 entreprises. Le questionnaire ESG annuel a été envoyé aux entreprises investies depuis plus d'un an. Ces entreprises constituent la base de calcul des indicateurs ESG, présentés dans le tableau ci-dessous.

FUND ESG PERFORMANCE

Eurazeo Capital
III



As of December 31st, 2021

SFDR classification	Companies in the reporting scope	Responding companies	Coverage
Art 8	4	4	100% of companies covered
			100% of invested capital covered

ESG IN THE INVESTMENT CYCLE

In % of companies

ESG exclusion compliance	100%
ESG integration in the pre-investment phase: ESG due diligence	100%
ESG integration in the investment period: ESG reporting	100%

O+ ESSENTIALS

Eurazeo has developed an ESG progress plan to help portfolio companies integrate ESG into their business model and move forward, whatever its size and level of ESG maturity. This plan includes 20 "O+ essentials" that help elaborate a balanced, gradual yet efficient and comprehensive ESG approach. The result of each O+ essential reflects the part of companies having implemented the action versus the total of responding companies.

GLOBAL CRITERIA	Formalize a CSR policy / charter	75%
	Appoint an CSR coordinator	75%
	Define CSR objectives	75%
	Carry out a CSR reporting	100%
	Carry out a SDGs assessment	100%
ENVIRONMENTAL CRITERIA	Measure the carbon footprint	50%
	Define climate and energy actions	75%
	Define a carbon neutrality trajectory	25%
	Formalize a biodiversity strategy	50%

SOCIAL CRITERIA	Deploy initiatives to lower water consumption	100%
	Ensure health, life, and disability insurance for all employees	100%
	Implement a profit-sharing scheme for at least 75% of employees	50%
	40% of least represented gender at board level	-
	40% of the least represented gender on the first decision-making body	0%
	Implement a Vigilance Plan (responsible procurement approach)	75%
GOVERNANCE CRITERIA	Discuss CSR at board level	50%
	30% of independents at board level	-
	Set up Audit & Remuneration Committees	75%
	Implement a business ethics and anti-corruption program	100%
	Integrate CSR criteria in the management's compensation scheme	75%

KEY ESG INDICATORS

CLIMATE



Scope 1 & 2
546 853 tCO₂e

Scope 3
148 311 tCO₂e

INCLUSION



4 327
Employees



36%
In France



34%
of Women

PRINCIPAL ADVERSE IMPACT INDICATORS (PAI)

GREENHOUSE GAS EMISSIONS

PAI 1. GHG Emissions

tCO₂e linked to the current value of investments

129 905

$$\sum_n^i \left(\frac{\text{current value of investment}_i}{\text{investee company's enterprise value}_i} \times \text{investee company's Scope}(x) \text{ GHG emissions}_i \right)$$

PAI 2. Carbon Footprint

tCO₂e / M€ of the fund's value

530

$$\frac{\sum_n^i \left(\frac{\text{current value of investment}_i}{\text{investee company's enterprise value}_i} \times \text{investee company's Scope 1, 2 and 3 GHG emissions}_i \right)}{\text{current value of all investments (€M)}}$$

PAI 3. GHG intensity of investees companies

tCO₂e / M€ companies' revenues

257

$$\sum_n^i \left(\frac{\text{current value of investment}_i}{\text{current value of all investments (€M)}} \times \frac{\text{investee company's Scope 1, 2 and 3 GHG emissions}_i}{\text{investee company's €M revenue}_i} \right)$$

PAI 4. Exposure to companies active in the fossil fuel sector

% of investments active in the fossil fuel sector	0%
PAI 5. Share of non-renewable energy consumption	
% of non-renewable energy consumption of investee companies	93%
PAI 6. Energy consumption intensity per high impact climate sector	
Energy consumption in GWh per million EUR of revenue of investee companies, per high impact climate sector (GWh/M€ revenues)	1 731
BIODIVERSITY	
PAI 7. Activities negatively affecting biodiversity-sensitive areas	
Share of investments in investee companies with sites/operations located in or near to biodiversity-sensitive areas where activities of those investee companies negatively affect those areas (%)	Not Available
WATER	
PAI 8. Emissions to water	
Tons of emissions to water generated by investee companies per million EUR invested, expressed as a weighted average (tonnes/M€ invested)	Not Available
WASTE	
PAI 9. Hazardous waste ratio	
Tons of emissions to water generated by investee companies per million EUR invested, expressed as a weighted average (tonnes/M€ invested)	5
SOCIAL AND EMPLOYEE MATTERS	
PAI 10. Violations of UN Global Compact principles and OECD Guidelines for Multinational Enterprises	
Share of investments in investee companies that have been involved in violations of the UNGC principles or OECD Guidelines for Multinational Enterprises (%)	0%
PAI 11. Compliance with UN Global Compact principles and OECD Guidelines for Multinational Enterprises	

Share of investments in investee companies without policies to monitor compliance with the UNGC principles or OECD Guidelines for Multinational Enterprises or grievance/complaints handling mechanisms to address violations of the UNGC principles or OECD Guidelines for Multinational Enterprises (%)

0%

PAI 12. Unadjusted gender pay gap

Average unadjusted gender pay gap of investee companies (%)

-2%

Gender pay gap means difference between average gross hourly earnings of male paid employees and of female paid employees as a percentage of average gross hourly earnings of male paid employees”

PAI 13. Board gender diversity

Average ratio of female to male board members in investee companies (%)

-

PAI 14. Weapons (anti-personnel mines, cluster munitions, chemical weapons and biological weapons)

Share of investments in investee companies involved in the manufacture or selling of controversial weapons (%)

0%

EURAZEO GROWTH FUND III - COMPARTMENT I

À fin 2021, le portefeuille du fonds Eurazeo Growth Fund III était composé de 9 entreprises. Le questionnaire ESG annuel a été envoyé aux entreprises investies depuis plus d'un an. Ces entreprises constituent la base de calcul des indicateurs ESG, présentés dans le tableau ci-dessous.

FUND ESG PERFORMANCE

As of December 31st, 2021

**Eurazeo Growth
Fund III
Compartment I**



SFDR classification	Companies in the reporting scope	Responding companies		Coverage
Art 8	9	7	78%	of companies covered
			67%	of invested capital covered

ESG IN THE INVESTMENT CYCLE

In % of companies

ESG exclusion compliance	100%
ESG integration in the pre-investment phase: ESG due diligence	100%
ESG integration in the investment period: ESG reporting	78%

O+ ESSENTIALS

Eurazeo has developed an ESG progress plan to help portfolio companies integrate ESG into their business model and move forward, whatever its size and level of ESG maturity. This plan includes 20 "O+ essentials" that help elaborate a balanced, gradual yet efficient and comprehensive ESG approach. The result of each O+ essential reflects the part of companies having implemented the action versus the total of responding companies.

GLOBAL CRITERIA	Formalize a CSR policy / charter	57%
	Appoint an CSR coordinator	86%
	Define CSR objectives	57%
	Carry out a CSR reporting	78%
	Carry out a SDGs assessment	78%
ENVIRONMENTAL CRITERIA	Measure the carbon footprint	57%
	Define climate and energy actions	57%
	Define a carbon neutrality trajectory	29%
	Formalize a biodiversity strategy	0%
	Deploy initiatives to lower water consumption	14%

SOCIAL CRITERIA	Ensure health, life, and disability insurance for all employees	57%
	Implement a profit-sharing scheme for at least 75% of employees	57%
	40% of least represented gender at board level	0%
	40% of the least represented gender on the first decision-making body	0%
	Implement a Vigilance Plan (responsible procurement approach)	29%
GOVERNANCE CRITERIA	Discuss CSR at board level	57%
	30% of independents at board level	29%
	Set up Audit & Remuneration Committees	43%
	Implement a business ethics and anti-corruption program	33%
	Integrate CSR criteria in the management's compensation scheme	11%

KEY ESG INDICATORS

CLIMATE



Scope 1 & 2
6 636 tCO₂e

Scope 3
35 542 tCO₂e

INCLUSION



4 774
Employees



66%
In France



43%
of Women

PRINCIPAL ADVERSE IMPACT INDICATORS (PAI)

GREENHOUSE GAS EMISSIONS

PAI 1. GHG Emissions

tCO₂e linked to the current value of investments

1 635

$$\sum_n \left(\frac{\text{current value of investment}_i}{\text{investee company's enterprise value}_i} \times \text{investee company's Scope}(x) \text{ GHG emissions}_i \right)$$

PAI 2. Carbon Footprint

tCO₂e /M€ of the fund's value

3

$$\frac{\sum_i \left(\frac{\text{current value of investment}_i}{\text{investee company's enterprise value}_i} \times \text{investee company's Scope 1, 2 and 3 GHG emissions}_i \right)}{\text{current value of all investments (€M)}}$$

PAI 3. GHG intensity of investees companies

tCO₂e / M€ companies' revenues

188

$$\sum_n \left(\frac{\text{current value of investment}_i}{\text{current value of all investments (€M)}} \times \frac{\text{investee company's Scope 1, 2 and 3 GHG emissions}_i}{\text{investee company's €M revenue}_i} \right)$$

PAI 4. Exposure to companies active in the fossil fuel sector

% of investments active in the fossil fuel sector

0%

PAI 5. Share of non-renewable energy consumption

% of non-renewable energy consumption of investee companies	47%
---	-----

PAI 6. Energy consumption intensity per high impact climate sector

Energy consumption in GWh per million EUR of revenue of investee companies, per high impact climate sector (GWh/M€ revenues)	-
--	---

BIODIVERSITY**PAI 7. Activities negatively affecting biodiversity-sensitive areas**

Share of investments in investee companies with sites/operations located in or near to biodiversity-sensitive areas where activities of those investee companies negatively affect those areas (%)	Not Available
--	---------------

WATER**PAI 8. Emissions to water**

Tons of emissions to water generated by investee companies per million EUR invested, expressed as a weighted average (tonnes/M€ invested)	Not Available
---	---------------

WASTE**PAI 9. Hazardous waste ratio**

Tons of emissions to water generated by investee companies per million EUR invested, expressed as a weighted average (tonnes/M€ invested)	0
---	---

SOCIAL AND EMPLOYEE MATTERS**PAI 10. Violations of UN Global Compact principles and OECD Guidelines for Multinational Enterprises**

Share of investments in investee companies that have been involved in violations of the UNGC principles or OECD Guidelines for Multinational Enterprises (%)	0%
--	----

PAI 11. Compliance with UN Global Compact principles and OECD Guidelines for Multinational Enterprises

Share of investments in investee companies without policies to monitor compliance with the UNGC principles or OECD Guidelines for Multinational Enterprises or grievance/complaints handling mechanisms to address violations of the UNGC principles or OECD Guidelines for Multinational Enterprises (%)	48%
---	-----

PAI 12. Unadjusted gender pay gap

Average unadjusted gender pay gap of investee companies (%)	15%
--	------------

Gender pay gap means difference between average gross hourly earnings of male paid employees and of female paid employees as a percentage of average gross hourly earnings of male paid employees”

PAI 13. Board gender diversity

Average ratio of female to male board members in investee companies (%)	5%
--	-----------

PAI 14. Weapons (anti-personnel mines, cluster munitions, chemical weapons and biological weapons)

Share of investments in investee companies involved in the manufacture or selling of controversial weapons (%)	0%
---	-----------

EURAZEO PRIVATE DEBT VI

À fin 2021, le portefeuille du fonds Eurazeo Private Debt VI était composé de 7 entreprises. Le questionnaire ESG annuel a été envoyé aux entreprises investies depuis plus d'un an. Ces entreprises constituent la base de calcul des indicateurs ESG, présentés dans le tableau ci-dessous.

FUND ESG PERFORMANCE

**Eurazeo Private
Debt VI**



As of December 31st, 2021

SFDR classification	Companies in the reporting scope	Responding companies		Coverage
Art 8	7	5	71%	of companies covered
			81%	of invested capital covered

ESG IN THE INVESTMENT CYCLE

In % of companies

ESG exclusion compliance	100%
ESG integration in the pre-investment phase: ESG due diligence	100%
ESG integration in the investment period: ESG reporting	71%

O+ ESSENTIALS

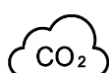
Eurazeo has developed an ESG progress plan to help portfolio companies integrate ESG into their business model and move forward, whatever its size and level of ESG maturity. This plan includes 20 "O+ essentials" that help elaborate a balanced, gradual yet efficient and comprehensive ESG approach. The result of each O+ essential reflects the part of companies having implemented the action versus the total of responding companies.

GLOBAL CRITERIA	Formalize a CSR policy / charter	20%
	Appoint an CSR coordinator	60%
	Define CSR objectives	40%
	Carry out a CSR reporting	71%
	Carry out a SDGs assessment	71%
ENVIRONMENTAL CRITERIA	Measure the carbon footprint	0%
	Define climate and energy actions	40%
	Define a carbon neutrality trajectory	0%
	Formalize a biodiversity strategy	0%
	Deploy initiatives to lower water consumption	20%

SOCIAL CRITERIA	Ensure health, life, and disability insurance for all employees	20%
	Implement a profit-sharing scheme for at least 75% of employees	40%
	40% of least represented gender at board level	0%
	40% of the least represented gender on the first decision-making body	-
	Implement a Vigilance Plan (responsible procurement approach)	40%
GOVERNANCE CRITERIA	Discuss CSR at board level	60%
	30% of independents at board level	0%
	Set up Audit & Remuneration Committees	40%
	Implement a business ethics and anti-corruption program	43%
	Integrate CSR criteria in the management's compensation scheme	14%

KEY ESG INDICATORS

CLIMATE



Scope 1 & 2
3 012 tCO₂e

Scope 3
13 703 tCO₂e

INCLUSION



4 554
Employees



32%
In France



36%
of Women

PRINCIPAL ADVERSE IMPACT INDICATORS (PAI)

GREENHOUSE GAS EMISSIONS

PAI 1. GHG Emissions

tCO₂e linked to the current value of investments

4 109

$$\sum_n \left(\frac{\text{current value of investment}_i}{\text{investee company's enterprise value}_i} \times \text{investee company's Scope}(x) \text{ GHG emissions}_i \right)$$

PAI 2. Carbon Footprint

tCO₂e /M€ of the fund's value

27

$$\frac{\sum_n \left(\frac{\text{current value of investment}_i}{\text{investee company's enterprise value}_i} \times \text{investee company's Scope 1, 2 and 3 GHG emissions}_i \right)}{\text{current value of all investments (€M)}}$$

PAI 3. GHG intensity of investees companies

tCO₂e / M€ companies' revenues

36

$$\sum_n \left(\frac{\text{current value of investment}_i}{\text{current value of all investments (€M)}} \times \frac{\text{investee company's Scope 1, 2 and 3 GHG emissions}_i}{\text{investee company's €M revenue}_i} \right)$$

PAI 4. Exposure to companies active in the fossil fuel sector

% of investments active in the fossil fuel sector

0%

PAI 5. Share of non-renewable energy consumption

% of non-renewable energy consumption of investee companies	35%
---	-----

PAI 6. Energy consumption intensity per high impact climate sector

Energy consumption in GWh per million EUR of revenue of investee companies, per high impact climate sector (GWh/M€ revenues)	75
--	----

BIODIVERSITY**PAI 7. Activities negatively affecting biodiversity-sensitive areas**

Share of investments in investee companies with sites/operations located in or near to biodiversity-sensitive areas where activities of those investee companies negatively affect those areas (%)	Not Available
--	---------------

WATER**PAI 8. Emissions to water**

Tons of emissions to water generated by investee companies per million EUR invested, expressed as a weighted average (tonnes/M€ invested)	Not Available
---	---------------

WASTE**PAI 9. Hazardous waste ratio**

Tons of emissions to water generated by investee companies per million EUR invested, expressed as a weighted average (tonnes/M€ invested)	0
---	---

SOCIAL AND EMPLOYEE MATTERS**PAI 10. Violations of UN Global Compact principles and OECD Guidelines for Multinational Enterprises**

Share of investments in investee companies that have been involved in violations of the UNGC principles or OECD Guidelines for Multinational Enterprises (%)	0%
--	----

PAI 11. Compliance with UN Global Compact principles and OECD Guidelines for Multinational Enterprises

Share of investments in investee companies without policies to monitor compliance with the UNGC principles or OECD Guidelines for Multinational Enterprises or grievance/complaints handling mechanisms to address violations of the UNGC principles or OECD Guidelines for Multinational Enterprises (%)	61%
---	-----

PAI 12. Unadjusted gender pay gap

Average unadjusted gender pay gap of investee companies (%)	17%
--	------------

Gender pay gap means difference between average gross hourly earnings of male paid employees and of female paid employees as a percentage of average gross hourly earnings of male paid employees”

PAI 13. Board gender diversity

Average ratio of female to male board members in investee companies (%)	11%
--	------------

PAI 14. Weapons (anti-personnel mines, cluster munitions, chemical weapons and biological weapons)

Share of investments in investee companies involved in the manufacture or selling of controversial weapons (%)	0%
---	-----------

IDINVEST DETTE SENIOR 3

À fin 2021, le portefeuille du fonds Idinvest Dette Senior 3 était composé de 14 entreprises. Le questionnaire ESG annuel a été envoyé aux entreprises investies depuis plus d'un an. Ces entreprises constituent la base de calcul des indicateurs ESG, présentés dans le tableau ci-dessous.

FUND ESG PERFORMANCE

As of December 31st, 2021

Idinvest Dette Senior 3



SFDR classification	Companies in the reporting scope	Responding companies		Coverage
Art 6	14	5	36%	of companies covered
			43%	of invested capital covered

ESG IN THE INVESTMENT CYCLE

In % of companies

ESG exclusion compliance	100%
ESG integration in the pre-investment phase: ESG due diligence	100%
ESG integration in the investment period: ESG reporting	36%

O+ ESSENTIALS

Eurazeo has developed an ESG progress plan to help portfolio companies integrate ESG into their business model and move forward, whatever its size and level of ESG maturity. This plan includes 20 "O+ essentials" that help elaborate a balanced, gradual yet efficient and comprehensive ESG approach. The result of each O+ essential reflects the part of companies having implemented the action versus the total of responding companies.

GLOBAL CRITERIA	Formalize a CSR policy / charter	80%
	Appoint an CSR coordinator	60%
	Define CSR objectives	40%
	Carry out a CSR reporting	36%
	Carry out a SDGs assessment	36%
ENVIRONMENTAL CRITERIA	Measure the carbon footprint	40%
	Define climate and energy actions	40%
	Define a carbon neutrality trajectory	0%
	Formalize a biodiversity strategy	20%
	Deploy initiatives to lower water consumption	40%

SOCIAL CRITERIA	Ensure health, life, and disability insurance for all employees	40%
	Implement a profit-sharing scheme for at least 75% of employees	60%
	40% of least represented gender at board level	-
	40% of the least represented gender on the first decision-making body	0%
	Implement a Vigilance Plan (responsible procurement approach)	40%
GOVERNANCE CRITERIA	Discuss CSR at board level	80%
	30% of independents at board level	-
	Set up Audit & Remuneration Committees	20%
	Implement a business ethics and anti-corruption program	29%
	Integrate CSR criteria in the management's compensation scheme	0%

KEY ESG INDICATORS

CLIMATE



Scope 1 & 2
13 965 tCO₂e

Scope 3
40 940 tCO₂e

INCLUSION



10 368
Employees



16%
In France



77%
of Women

PRINCIPAL ADVERSE IMPACT INDICATORS (PAI)

GREENHOUSE GAS EMISSIONS

PAI 1. GHG Emissions

tCO₂e linked to the current value of investments

2 439

$$\sum_n \left(\frac{\text{current value of investment}_i}{\text{investee company's enterprise value}_i} \times \text{investee company's Scope}(x) \text{ GHG emissions}_i \right)$$

PAI 2. Carbon Footprint

tCO₂e / M€ of the fund's value

15

$$\frac{\sum_n \left(\frac{\text{current value of investment}_i}{\text{investee company's enterprise value}_i} \times \text{investee company's Scope 1, 2 and 3 GHG emissions}_i \right)}{\text{current value of all investments (€M)}}$$

PAI 3. GHG intensity of investees companies

tCO₂e / M€ companies' revenues

29

$$\sum_n \left(\frac{\text{current value of investment}_i}{\text{current value of all investments (€M)}} \times \frac{\text{investee company's Scope 1, 2 and 3 GHG emissions}_i}{\text{investee company's €M revenue}_i} \right)$$

PAI 4. Exposure to companies active in the fossil fuel sector

% of investments active in the fossil fuel sector

0%

PAI 5. Share of non-renewable energy consumption

% of non-renewable energy consumption of investee companies	21%
---	-----

PAI 6. Energy consumption intensity per high impact climate sector

Energy consumption in GWh per million EUR of revenue of investee companies, per high impact climate sector (GWh/M€ revenues)	Not Available
--	---------------

BIODIVERSITY**PAI 7. Activities negatively affecting biodiversity-sensitive areas**

Share of investments in investee companies with sites/operations located in or near to biodiversity-sensitive areas where activities of those investee companies negatively affect those areas (%)	Not Available
--	---------------

WATER**PAI 8. Emissions to water**

Tons of emissions to water generated by investee companies per million EUR invested, expressed as a weighted average (tonnes/M€ invested)	Not Available
---	---------------

WASTE**PAI 9. Hazardous waste ratio**

Tons of emissions to water generated by investee companies per million EUR invested, expressed as a weighted average (tonnes/M€ invested)	-
---	---

SOCIAL AND EMPLOYEE MATTERS**PAI 10. Violations of UN Global Compact principles and OECD Guidelines for Multinational Enterprises**

Share of investments in investee companies that have been involved in violations of the UNGC principles or OECD Guidelines for Multinational Enterprises (%)	0%
--	----

PAI 11. Compliance with UN Global Compact principles and OECD Guidelines for Multinational Enterprises

Share of investments in investee companies without policies to monitor compliance with the UNGC principles or OECD Guidelines for Multinational Enterprises or grievance/complaints handling mechanisms to address violations of the UNGC principles or OECD Guidelines for Multinational Enterprises (%)	6%
---	----

PAI 12. Unadjusted gender pay gap

Average unadjusted gender pay gap of investee companies (%)	3%
--	-----------

Gender pay gap means difference between average gross hourly earnings of male paid employees and of female paid employees as a percentage of average gross hourly earnings of male paid employees”

PAI 13. Board gender diversity

Average ratio of female to male board members in investee companies (%)	25%
--	------------

PAI 14. Weapons (anti-personnel mines, cluster munitions, chemical weapons and biological weapons)

Share of investments in investee companies involved in the manufacture or selling of controversial weapons (%)	0%
---	-----------

IDINVEST PRIVATE DEBT IV

À fin 2021, le portefeuille du fonds Idinvest Private Debt IV était composé de 23 entreprises. Le questionnaire ESG annuel a été envoyé aux entreprises investies depuis plus d'un an. Ces entreprises constituent la base de calcul des indicateurs ESG, présentés dans le tableau ci-dessous.

FUND ESG PERFORMANCE

As of December 31st, 2021

**Idinvest Private
Debt IV**



SFDR classification	Companies in the reporting scope	Responding companies		Coverage
Art 8	23	14	61%	of companies covered
			63%	of invested capital covered

ESG IN THE INVESTMENT CYCLE

In % of companies

ESG exclusion compliance	100%
ESG integration in the pre-investment phase: ESG due diligence	100%
ESG integration in the investment period: ESG reporting	61%

O+ ESSENTIALS

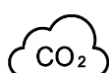
Eurazeo has developed an ESG progress plan to help portfolio companies integrate ESG into their business model and move forward, whatever its size and level of ESG maturity. This plan includes 20 "O+ essentials" that help elaborate a balanced, gradual yet efficient and comprehensive ESG approach. The result of each O+ essential reflects the part of companies having implemented the action versus the total of responding companies.

GLOBAL CRITERIA	Formalize a CSR policy / charter	57%
	Appoint an CSR coordinator	64%
	Define CSR objectives	50%
	Carry out a CSR reporting	61%
	Carry out a SDGs assessment	61%
ENVIRONMENTAL CRITERIA	Measure the carbon footprint	29%
	Define climate and energy actions	86%
	Define a carbon neutrality trajectory	7%
	Formalize a biodiversity strategy	21%
	Deploy initiatives to lower water consumption	29%

SOCIAL CRITERIA	Ensure health, life, and disability insurance for all employees	29%
	Implement a profit-sharing scheme for at least 75% of employees	43%
	40% of least represented gender at board level	-
	40% of the least represented gender on the first decision-making body	21%
	Implement a Vigilance Plan (responsible procurement approach)	64%
GOVERNANCE CRITERIA	Discuss CSR at board level	64%
	30% of independents at board level	-
	Set up Audit & Remuneration Committees	0%
	Implement a business ethics and anti-corruption program	57%
	Integrate CSR criteria in the management's compensation scheme	13%

KEY ESG INDICATORS

CLIMATE



Scope 1 & 2
37 810 tCO₂e

Scope 3
172 150 tCO₂e

INCLUSION



8 877
Employees



43%
In France



24%
of Women

PRINCIPAL ADVERSE IMPACT INDICATORS (PAI)

GREENHOUSE GAS EMISSIONS

PAI 1. GHG Emissions

tCO₂e linked to the current value of investments **41 253**

$$\sum_n \left(\frac{\text{current value of investment}_i}{\text{investee company's enterprise value}_i} \times \text{investee company's Scope}(x) \text{ GHG emissions}_i \right)$$

PAI 2. Carbon Footprint

tCO₂e /M€ of the fund's value **79**

$$\frac{\sum_n \left(\frac{\text{current value of investment}_i}{\text{investee company's enterprise value}_i} \times \text{investee company's Scope 1, 2 and 3 GHG emissions}_i \right)}{\text{current value of all investments (€M)}}$$

PAI 3. GHG intensity of investees companies

tCO₂e / M€ companies' revenues **125**

$$\sum_n \left(\frac{\text{current value of investment}_i}{\text{current value of all investments (€M)}} \times \frac{\text{investee company's Scope 1, 2 and 3 GHG emissions}_i}{\text{investee company's €M revenue}_i} \right)$$

PAI 4. Exposure to companies active in the fossil fuel sector

% of investments active in the fossil fuel sector **10%**

PAI 5. Share of non-renewable energy consumption

% of non-renewable energy consumption of investee companies	29%
---	-----

PAI 6. Energy consumption intensity per high impact climate sector

Energy consumption in GWh per million EUR of revenue of investee companies, per high impact climate sector (GWh/M€ revenues)	1 241
--	-------

BIODIVERSITY**PAI 7. Activities negatively affecting biodiversity-sensitive areas**

Share of investments in investee companies with sites/operations located in or near to biodiversity-sensitive areas where activities of those investee companies negatively affect those areas (%)	Not Available
--	---------------

WATER**PAI 8. Emissions to water**

Tons of emissions to water generated by investee companies per million EUR invested, expressed as a weighted average (tonnes/M€ invested)	Not Available
---	---------------

WASTE**PAI 9. Hazardous waste ratio**

Tons of emissions to water generated by investee companies per million EUR invested, expressed as a weighted average (tonnes/M€ invested)	0
---	---

SOCIAL AND EMPLOYEE MATTERS**PAI 10. Violations of UN Global Compact principles and OECD Guidelines for Multinational Enterprises**

Share of investments in investee companies that have been involved in violations of the UNGC principles or OECD Guidelines for Multinational Enterprises (%)	0%
--	----

PAI 11. Compliance with UN Global Compact principles and OECD Guidelines for Multinational Enterprises

Share of investments in investee companies without policies to monitor compliance with the UNGC principles or OECD Guidelines for Multinational Enterprises or grievance/complaints handling mechanisms to address violations of the UNGC principles or OECD Guidelines for Multinational Enterprises (%)	26%
---	-----

PAI 12. Unadjusted gender pay gap

Average unadjusted gender pay gap of investee companies (%)	4%
--	-----------

Gender pay gap means difference between average gross hourly earnings of male paid employees and of female paid employees as a percentage of average gross hourly earnings of male paid employees”

PAI 13. Board gender diversity

Average ratio of female to male board members in investee companies (%)	-
--	----------

PAI 14. Weapons (anti-personnel mines, cluster munitions, chemical weapons and biological weapons)

Share of investments in investee companies involved in the manufacture or selling of controversial weapons (%)	0%
---	-----------

IDINVEST PRIVATE VALUE EUROPE 3

À fin 2021, le portefeuille du fonds Idinvest Private Value Europe 3 était composé de 33 entreprises. Le questionnaire ESG annuel a été envoyé aux entreprises investies depuis plus d'un an. Ces entreprises constituent la base de calcul des indicateurs ESG, présentés dans le tableau ci-dessous.

FUND ESG PERFORMANCE

As of December 31st, 2021

**Idinvest Private
Value Europe 3**



SFDR classification	Companies in the reporting scope	Responding companies		Coverage
Art 8	33	22	67%	of companies covered
			66%	of invested capital covered

ESG IN THE INVESTMENT CYCLE

In % of companies

ESG exclusion compliance	100%
ESG integration in the pre-investment phase: ESG due diligence	100%
ESG integration in the investment period: ESG reporting	67%

O+ ESSENTIALS

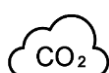
Eurazeo has developed an ESG progress plan to help portfolio companies integrate ESG into their business model and move forward, whatever its size and level of ESG maturity. This plan includes 20 "O+ essentials" that help elaborate a balanced, gradual yet efficient and comprehensive ESG approach. The result of each O+ essential reflects the part of companies having implemented the action versus the total of responding companies.

GLOBAL CRITERIA	Formalize a CSR policy / charter	55%
	Appoint an CSR coordinator	55%
	Define CSR objectives	36%
	Carry out a CSR reporting	67%
	Carry out a SDGs assessment	67%
ENVIRONMENTAL CRITERIA	Measure the carbon footprint	23%
	Define climate and energy actions	50%
	Define a carbon neutrality trajectory	5%
	Formalize a biodiversity strategy	9%
	Deploy initiatives to lower water consumption	18%

SOCIAL CRITERIA	Ensure health, life, and disability insurance for all employees	18%
	Implement a profit-sharing scheme for at least 75% of employees	36%
	40% of least represented gender at board level	-
	40% of the least represented gender on the first decision-making body	5%
	Implement a Vigilance Plan (responsible procurement approach)	45%
GOVERNANCE CRITERIA	Discuss CSR at board level	77%
	30% of independents at board level	-
	Set up Audit & Remuneration Committees	9%
	Implement a business ethics and anti-corruption program	55%
	Integrate CSR criteria in the management's compensation scheme	3%

KEY ESG INDICATORS

CLIMATE



Scope 1 & 2
11 102 tCO₂e

Scope 3
74 344 tCO₂e

INCLUSION



19 688
Employees



68%
In France



22%
of Women

PRINCIPAL ADVERSE IMPACT INDICATORS (PAI)

GREENHOUSE GAS EMISSIONS

PAI 1. GHG Emissions

tCO₂e linked to the current value of investments

5 948

$$\sum_n \left(\frac{\text{current value of investment}_i}{\text{investee company's enterprise value}_i} \times \text{investee company's Scope}(x) \text{ GHG emissions}_i \right)$$

PAI 2. Carbon Footprint

tCO₂e / M€ of the fund's value

19

$$\frac{\sum_n \left(\frac{\text{current value of investment}_i}{\text{investee company's enterprise value}_i} \times \text{investee company's Scope 1, 2 and 3 GHG emissions}_i \right)}{\text{current value of all investments (€M)}}$$

PAI 3. GHG intensity of investees companies

tCO₂e / M€ companies' revenues

50

$$\sum_n \left(\frac{\text{current value of investment}_i}{\text{current value of all investments (€M)}} \times \frac{\text{investee company's Scope 1, 2 and 3 GHG emissions}_i}{\text{investee company's €M revenue}_i} \right)$$

PAI 4. Exposure to companies active in the fossil fuel sector

% of investments active in the fossil fuel sector

4%

PAI 5. Share of non-renewable energy consumption

% of non-renewable energy consumption of investee companies	28%
---	-----

PAI 6. Energy consumption intensity per high impact climate sector

Energy consumption in GWh per million EUR of revenue of investee companies, per high impact climate sector (GWh/M€ revenues)	27 759
--	--------

BIODIVERSITY**PAI 7. Activities negatively affecting biodiversity-sensitive areas**

Share of investments in investee companies with sites/operations located in or near to biodiversity-sensitive areas where activities of those investee companies negatively affect those areas (%)	Not Available
--	---------------

WATER**PAI 8. Emissions to water**

Tons of emissions to water generated by investee companies per million EUR invested, expressed as a weighted average (tonnes/M€ invested)	Not Available
---	---------------

WASTE**PAI 9. Hazardous waste ratio**

Tons of emissions to water generated by investee companies per million EUR invested, expressed as a weighted average (tonnes/M€ invested)	37
---	----

SOCIAL AND EMPLOYEE MATTERS**PAI 10. Violations of UN Global Compact principles and OECD Guidelines for Multinational Enterprises**

Share of investments in investee companies that have been involved in violations of the UNGC principles or OECD Guidelines for Multinational Enterprises (%)	0%
--	----

PAI 11. Compliance with UN Global Compact principles and OECD Guidelines for Multinational Enterprises

Share of investments in investee companies without policies to monitor compliance with the UNGC principles or OECD Guidelines for Multinational Enterprises or grievance/complaints handling mechanisms to address violations of the UNGC principles or OECD Guidelines for Multinational Enterprises (%)	35%
---	-----

PAI 12. Unadjusted gender pay gap

Average unadjusted gender pay gap of investee companies (%)	6%
--	-----------

Gender pay gap means difference between average gross hourly earnings of male paid employees and of female paid employees as a percentage of average gross hourly earnings of male paid employees”

PAI 13. Board gender diversity

Average ratio of female to male board members in investee companies (%)	-
--	----------

PAI 14. Weapons (anti-personnel mines, cluster munitions, chemical weapons and biological weapons)

Share of investments in investee companies involved in the manufacture or selling of controversial weapons (%)	0%
---	-----------

IDINVEST PRIVATE DEBT V - UNLEVERED

À fin 2021, le portefeuille du fonds Idivest Private Debt V - Unlevered était composé de 31 entreprises. Le questionnaire ESG annuel a été envoyé aux entreprises investies depuis plus d'un an. Ces entreprises constituent la base de calcul des indicateurs ESG, présentés dans le tableau ci-dessous.

FUND ESG PERFORMANCE

As of December 31st, 2021

Idivest Private
Debt IV



SFDR classification	Companies in the reporting scope	Responding companies		Coverage
Art 8	31	24	77%	of companies covered
			83%	of invested capital covered

ESG IN THE INVESTMENT CYCLE

In % of companies

ESG exclusion compliance	100%
ESG integration in the pre-investment phase: ESG due diligence	100%
ESG integration in the investment period: ESG reporting	77%

O+ ESSENTIALS

Eurazeo has developed an ESG progress plan to help portfolio companies integrate ESG into their business model and move forward, whatever its size and level of ESG maturity. This plan includes 20 "O+ essentials" that help elaborate a balanced, gradual yet efficient and comprehensive ESG approach. The result of each O+ essential reflects the part of companies having implemented the action versus the total of responding companies.

GLOBAL CRITERIA	Formalize a CSR policy / charter	46%
	Appoint an CSR coordinator	50%
	Define CSR objectives	33%
	Carry out a CSR reporting	77%
	Carry out a SDGs assessment	77%
ENVIRONMENTAL CRITERIA	Measure the carbon footprint	21%
	Define climate and energy actions	42%
	Define a carbon neutrality trajectory	4%
	Formalize a biodiversity strategy	4%
	Deploy initiatives to lower water consumption	17%

SOCIAL CRITERIA	Ensure health, life, and disability insurance for all employees	25%
	Implement a profit-sharing scheme for at least 75% of employees	25%
	40% of least represented gender at board level	-
	40% of the least represented gender on the first decision-making body	-
	Implement a Vigilance Plan (responsible procurement approach)	33%
GOVERNANCE CRITERIA	Discuss CSR at board level	67%
	30% of independents at board level	-
	Set up Audit & Remuneration Committees	13%
	Implement a business ethics and anti-corruption program	55%
	Integrate CSR criteria in the management's compensation scheme	10%

KEY ESG INDICATORS

CLIMATE



Scope 1 & 2
43 342 tCO₂e

Scope 3
187 182 tCO₂e

INCLUSION



21 958
Employees



56%
In France



27%
of Women

PRINCIPAL ADVERSE IMPACT INDICATORS (PAI)

GREENHOUSE GAS EMISSIONS

PAI 1. GHG Emissions

tCO₂e linked to the current value of investments

81 624

$$\sum_n \left(\frac{\text{current value of investment}_i}{\text{investee company's enterprise value}_i} \times \text{investee company's Scope}(x) \text{ GHG emissions}_i \right)$$

PAI 2. Carbon Footprint

tCO₂e / M€ of the fund's value

80

$$\frac{\sum_n \left(\frac{\text{current value of investment}_i}{\text{investee company's enterprise value}_i} \times \text{investee company's Scope 1, 2 and 3 GHG emissions}_i \right)}{\text{current value of all investments (€M)}}$$

PAI 3. GHG intensity of investees companies

tCO₂e / M€ companies' revenues

107

$$\sum_n \left(\frac{\text{current value of investment}_i}{\text{current value of all investments (€M)}} \times \frac{\text{investee company's Scope 1, 2 and 3 GHG emissions}_i}{\text{investee company's €M revenue}_i} \right)$$

PAI 4. Exposure to companies active in the fossil fuel sector

% of investments active in the fossil fuel sector

4%

PAI 5. Share of non-renewable energy consumption

% of non-renewable energy consumption of investee companies	28%
---	-----

PAI 6. Energy consumption intensity per high impact climate sector

Energy consumption in GWh per million EUR of revenue of investee companies, per high impact climate sector (GWh/M€ revenues)	2 342
--	-------

BIODIVERSITY**PAI 7. Activities negatively affecting biodiversity-sensitive areas**

Share of investments in investee companies with sites/operations located in or near to biodiversity-sensitive areas where activities of those investee companies negatively affect those areas (%)	Not Available
--	---------------

WATER**PAI 8. Emissions to water**

Tons of emissions to water generated by investee companies per million EUR invested, expressed as a weighted average (tonnes/M€ invested)	Not Available
---	---------------

WASTE**PAI 9. Hazardous waste ratio**

Tons of emissions to water generated by investee companies per million EUR invested, expressed as a weighted average (tonnes/M€ invested)	17
---	----

SOCIAL AND EMPLOYEE MATTERS**PAI 10. Violations of UN Global Compact principles and OECD Guidelines for Multinational Enterprises**

Share of investments in investee companies that have been involved in violations of the UNGC principles or OECD Guidelines for Multinational Enterprises (%)	0%
--	----

PAI 11. Compliance with UN Global Compact principles and OECD Guidelines for Multinational Enterprises

Share of investments in investee companies without policies to monitor compliance with the UNGC principles or OECD Guidelines for Multinational Enterprises or grievance/complaints handling mechanisms to address violations of the UNGC principles or OECD Guidelines for Multinational Enterprises (%)	39%
---	-----

PAI 12. Unadjusted gender pay gap

Average unadjusted gender pay gap of investee companies (%)	13%
--	------------

Gender pay gap means difference between average gross hourly earnings of male paid employees and of female paid employees as a percentage of average gross hourly earnings of male paid employees”

PAI 13. Board gender diversity

Average ratio of female to male board members in investee companies (%)	-
--	----------

PAI 14. Weapons (anti-personnel mines, cluster munitions, chemical weapons and biological weapons)

Share of investments in investee companies involved in the manufacture or selling of controversial weapons (%)	0%
---	-----------

ANNEXE I : FONDS CLASSES ART. 8 ou 9 SELON SFDR au 31/12/2021

FONDS CLASSÉS ARTICLE 8

EURAZEO INVESTMENT MANAGER (EIM)	EGF III CO-INVEST FUND : BIRDS NEST COMPARTMENT I	
	EGF III CO-INVEST FUND : BIRDS NEST COMPARTMENT II	
	EGF III CO-INVEST FUND : BIRDS NEST COMPARTMENT III	
	EULER HERMES DIGITAL VENTURES	
	EURAZEO DIGITAL IV S.L.P. - COMPARTIMENT II	
	EURAZEO GROWTH FUND III - COMPARTIMENT I	
	EURAZEO GROWTH FUND III - COMPARTIMENT II	
	EURAZEO GROWTH FUND III - COMPARTIMENT III	
	EURAZEO GROWTH SECONDARY FUND SCSP	
	EURAZEO PATRIMOINE 2021	
	EURAZEO PRIVATE DEBT VI	
	FONDS D'ALIGNEMENT OR - COMPARTIMENT 4	
	IDINVEST DETTE PRIVÉE	
	IDINVEST DIGITAL FUND III	
	IDINVEST ENTREPRENEURS CLUB	
	IDINVEST HEC VENTURE FUND	
	IDINVEST INNOV FRR FRANCE	
	IDINVEST PATRIMOINE 2017	
	IDINVEST PATRIMOINE 2018	
	IDINVEST PATRIMOINE 2019	
	IDINVEST PATRIMOINE 2020	
	IDINVEST PRIVATE DEBT V - OPPORTUNITIES EUROPE	
	IDINVEST PRIVATE DEBT V - SUBORDINATED	
	IDINVEST PRIVATE DEBT V - UNLEVERED	
	IDINVEST PRIVATE VALUE EUROPE 3	
	IDINVEST SENIOR DEBT 5	
	EURAZEO SMART CITY FUND II	
	IDINVEST SME INDUSTRIAL ASSETS	
	IDINVEST STRATEGIC OPPORTUNITIES 2	
	INNOVALLIANZ 2	
	MH INNOV SLP	
	NOVI 2	
	OBJECTIF INNOVATION 2018	
	OBJECTIF INNOVATION 2019	
	OBJECTIF INNOVATION 2020	
	OBJECTIF INNOVATION 2021	
	OBLIGATIONS RELANCE FRANCE - COMPARTIMENT 4	
	EURAZEO MID-CAP (EMC)	EURAZEO PME III-A
		EURAZEO PME III-B
		EURAZEO PME IV A
EURAZEO PME IV B		
KURMA PARTNERS	KURMA DIAGNOSTICS 2	

FONDS CLASSÉS ARTICLE 9

Eurazeo Investment Manager (EIM)	Eurazeo Sustainable Maritime Infrastructure Fund
	NOV Santé Actions Non Cotées Assureurs - Caisse des Dépôts Relance Durable France

ANNEXE II : TABLE DE CONCORDANCE

	Chapitres/sections concernés	Renvois externes
1) Informations relatives à la démarche générale de l'entité		
a) Présentation résumée de la démarche générale de l'entité sur la prise en compte de critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance, et notamment dans la politique et stratégie d'investissement ;	Chapitre II	Politique d'Investissement Responsable Rapport O+ URD 2021 - section 3.1
b) Contenu, fréquence et moyens utilisés par l'entité pour informer les souscripteurs, affiliés, cotisants, allocataires ou clients sur les critères relatifs aux objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance pris en compte dans la politique et la stratégie d'investissement ;	Chapitre II	Politique d'Investissement Responsable Rapport O+ URD 2021 - section 3.2
c) Liste des produits financiers mentionnés en vertu de l'article 8 et de l'article 9 du règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019, et la part globale, en pourcentage, des encours sous gestion prenant en compte des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance dans le montant total des encours gérés par l'entité ;	Section I.A Annexe I	Rapport O+
d) Prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance dans le processus de prise de décision pour l'attribution de nouveaux mandats de gestion par les entités mentionnées aux articles L. 310-1-1-3 et L. 385-7-2 du Code des assurances ;	<i>Non applicable</i>	
e) Adhésion de l'entité, ou de certains produits financiers, à une charte, un code, une initiative ou obtention d'un label sur la prise en compte de critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance, ainsi qu'une description sommaire de ceux-ci, en cohérence avec le d) du 2 de l'article 4 du règlement mentionné ci-dessus.	Chapitre V	Rapport O+ URD 2021 - section 3.1
2) Informations relatives aux moyens internes déployés par l'entité		
a) Description des ressources financières, humaines et techniques dédiées à la prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance dans la stratégie d'investissement en les rapportant aux encours totaux gérés ou détenus par l'entité. La description inclut tout ou partie des indicateurs suivants : part, en pourcentage, des équivalents temps plein correspondants ; part, en pourcentage, et montant, en euros, des budgets consacrés aux données environnementales, sociales et de qualité de gouvernance ; montant des investissements dans la recherche ; recours à des prestataires externes et fournisseurs de données ;	Chapitre IV	Rapport O+ URD 2021 - section 3.1
b) Actions menées en vue d'un renforcement des capacités internes de l'entité. La description inclut tout ou partie des informations relatives aux formations, à la stratégie de communication, au développement de produits financiers et services associés à ces actions.	Chapitre II	Rapport O+
3) Informations relatives à la démarche de prise en compte des critères ESG au niveau de la gouvernance de l'entité		
a) Connaissances, compétences et expérience des instances de gouvernance, notamment des organes d'administration, de surveillance et de direction, en matière de prise de décision relatives à l'intégration des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance dans la politique et la stratégie d'investissement de l'entité et des entités que cette dernière contrôle le cas échéant. L'information peut notamment porter sur le niveau de supervision et le processus associé, la restitution des résultats, et les compétences ;	Chapitre IV	URD 2021 - chapitre 5
b) Inclusion, conformément à l'article 5 du règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019, dans les politiques de rémunération des informations sur la manière dont ces politiques sont adaptées à l'intégration des risques en matière de durabilité, comprenant des précisions sur les critères d'adossement de la politique de rémunération à des indicateurs de performance	Chapitre IV	Document SFDR URD 2021 - chapitre 5
c) Intégration des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance dans le règlement interne du conseil d'administration ou de surveillance de l'entité ;	-	Document SFDR URD 2021 - chapitre 5
4) Informations sur la stratégie d'engagement auprès des émetteurs ou vis-à-vis des sociétés de gestion ainsi que sur sa mise en œuvre		
a) Périmètre des entreprises concernées par la stratégie d'engagement ;	Conformité du Groupe Eurazeo	Politique de Vote Politique d'engagement
b) Présentation de la politique de vote ;	Chapitre II	Politique de Vote

	Chapitres/sections concernés	Renvois externes
c) Bilan de la stratégie d'engagement mise en œuvre, qui peut notamment inclure la part des entreprises avec laquelle l'entité a initié un dialogue, les thématiques couvertes et les actions de suivi de cette stratégie ;	Chapitre II	Rapport O+ Politique d'engagement
d) Bilan de la politique de vote, en particulier relatif aux dépôts et votes en assemblée générale de résolutions sur les enjeux environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance ;	-	Politique d'engagement
e) Décisions prises en matière de stratégie d'investissement, notamment en matière de désengagement sectoriel.	Chapitre II	Politique d'Investissement Responsable Rapport O+ URD 2021 - section 3.1
5) Informations relatives à la taxonomie européenne et aux combustibles fossiles		
a) Part des encours concernant les activités en conformité avec les critères d'examen technique définis au sein des actes délégués relatifs aux articles 10 à 15 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088, conformément à l'acte délégué adopté en vertu de l'article 8 de ce règlement ;	Applicable à partir de 2023	URD 2021 - section 3.2.6
b) Part des encours dans des entreprises actives dans le secteur des combustibles fossiles, au sens de l'acte délégué en vertu de l'article 4 de ce règlement.	Applicable à partir de 2023	-
6) Informations sur la stratégie d'alignement avec les objectifs internationaux de limitation du réchauffement climatique prévus par l'Accord de Paris		
a) Un objectif quantitatif à horizon 2030, revu tous les cinq ans jusqu'à horizon 2050. La révision de cet objectif doit s'effectuer au plus tard cinq ans avant son échéance. L'objectif comprend les émissions de gaz à effet de serre directes et indirectes en valeur absolue ou valeur d'intensité par rapport à un scénario de référence et une année de référence. Il peut être exprimé par la mesure de l'augmentation de température implicite ou par le volume d'émissions de gaz à effet de serre ;	Section I.B	Rapport O+ URD 2021 - section 3.1
b) Lorsque l'entité utilise une méthodologie interne, des éléments sur celle-ci pour évaluer l'alignement de la stratégie d'investissement avec l'Accord de Paris ou la stratégie nationale bas-carbone ;	<i>Non applicable</i>	
c) Une quantification des résultats à l'aide d'au moins un indicateur ;	Section I.B	Rapport O+ URD 2021 - section 3.1
d) Pour les entités gérant des fonds indiciels, l'information sur l'utilisation des indices de référence "transition climatique" et "Accord de Paris" de l'Union définis par le règlement (UE) 2019/2089 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 ;	<i>Non applicable</i>	
e) Le rôle et l'usage de l'évaluation dans la stratégie d'investissement, et notamment la complémentarité entre la méthodologie d'évaluation retenue et les autres indicateurs sur les critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance utilisés plus largement dans la stratégie d'investissement ;	Section I.B	Politique d'Investissement Responsable Rapport O+ URD 2021 - section 3.1
f) Les changements intervenus au sein de la stratégie d'investissement en lien avec la stratégie d'alignement avec l'Accord de Paris, et notamment les politiques mises en place en vue d'une sortie progressive du charbon et des hydrocarbures non conventionnels en précisant le calendrier de sortie retenu ainsi que la part des encours totaux gérés ou détenus par l'entité couverte par ces politiques ;	Section I.B	Politique d'Investissement Responsable Rapport O+ URD 2021 - section 3.1
g) Les éventuelles actions de suivi des résultats et des changements intervenus ;	Section I.B	Rapport O+ URD 2021 - section 3.1
h) La fréquence de l'évaluation, les dates prévisionnelles de mise à jour et les facteurs d'évolution pertinents retenus.	Section I.B	Rapport O+ URD 2021 - section 3.1
7) Informations sur la stratégie d'alignement avec les objectifs de long terme liés à la biodiversité		
a) Une mesure du respect des objectifs figurant dans la Convention sur la diversité biologique adoptée le 5 juin 1992 ;	Section I.C	Rapport O+
b) Une analyse de la contribution à la réduction des principales pressions et impacts sur la biodiversité définis par la plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques ;	Section I.C	Rapport O+
c) La mention de l'appui sur un indicateur d'empreinte biodiversité et, le cas échéant, la manière dont cet indicateur permet de mesurer le respect des objectifs internationaux liés à la biodiversité.	Section I.C	Rapport O+

	Chapitres/sections concernés	Renvois externes
8) Informations sur les démarches de prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance dans la gestion des risques		
a) Le processus d'identification, d'évaluation, de priorisation et de gestion des risques liés à la prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance, la manière dont les risques sont intégrés au cadre conventionnel de gestion des risques de l'entité, et la manière dont ce processus répond aux recommandations des autorités européennes de surveillance du système européen de surveillance financière	Chapitre III	Document SFDR URD 2021 - chapitre 4
9) Démarche d'amélioration et mesures correctives		
Démarche d'amélioration et mesures correctives	Applicable à partir de 2023	-
10) Objectif de représentation équilibrée des femmes et des hommes parmi les équipes, organes et responsables chargés de prendre des décisions d'investissement		
Objectif de représentation équilibrée des femmes et des hommes parmi les équipes, organes et responsables chargés de prendre des décisions d'investissement	Section I.D	Rapport O+

Annexe III : POLITIQUE ENGAGEMENT ACTIONARIAL DU GROUPE (en anglais)

(I) PREAMBLE

A. Objective

Eurazeo is a listed investment group governed by French and European laws. Several subsidiaries of Eurazeo in France are management companies approved by the French Financial Markets Authority (*Autorité des marchés financiers*): Eurazeo Investment Manager, Eurazeo Mid Cap, Eurazeo Infrastructure Partners and Kurma Partners (the “**Management Company(ies)**”).

Eurazeo is managed in its corporate interest and takes into consideration the social and environmental issues of its activity, in accordance with the provisions of article 1833 of the Civil Code amended by the PACTE law. Eurazeo adheres to the Corporate Governance Code as revised by AFEP and MEDEF in January 2020. The AFEP/MEDEF Code offers a demanding and precise set of recommendations on corporate governance aimed at improving the operation companies and their management with great transparency in order to meet the expectations of investors and the public. The alternative investment funds (the “**Fund(s)**”) managed by the Management Companies subscribe to or acquire shares in companies which are eligible to their respective investment policy (the “**Portfolio Company(ies)**”). The Management Company, through the investments performed by the Funds, is involved in the governance of the Portfolio Companies. This shareholder engagement policy has been written to comply with the requirement imposed by article L533-22 of the French Monetary and Financial Code, for management companies to publicly disclose their policy on shareholder engagement. The shareholder engagement policy is applicable to each Management Company.

B. Content of the shareholder’s engagement policy

According to Article R533-16 of the French Monetary and Financial Code, the shareholder engagement policy shall include the way the Management Company deals with the following elements:

- 1. Monitoring of strategy, financial and non-financial performance (ESG), risks, capital structure, social and environmental impact and corporate governance
- 2. Dialogue with the Portfolio Companies
- 3. Exercise of voting rights and other rights attached to shares
- 4. Cooperation with other shareholders
- 5. Communication with relevant stakeholders
- 6. The prevention and management of existing or potential conflicts of interest in relation to their commitment

If any of these elements are not relevant, reasons for which these are not relevant and have not been developed shall be described, in accordance with the “Comply or Explain” principle.

C. Information on the shareholder’s engagement policy

a. Annual report on the implementation of the shareholder’s engagement policy

According to Article R533-16 of the French Monetary and Financial Code, an annual report on the implementation of the shareholder engagement policy will be published by each Management Company on the website of Eurazeo. This report relates to the preceding year and includes in particular the following elements:

- General description of how voting rights were exercised,
- Explanation of the choices made on the most important votes,
- Information on the possible use of services rendered by proxy advisers,
- The orientation of votes cast during general meetings, this information **may exclude votes which are insignificant due to their object or the size of the participation in the Portfolio Company.**

If any of these elements are not relevant, reasons for which these are not relevant and have not been developed shall be described, in accordance with the “Comply or Explain” principle.

b. Investors’ information

Information relating to the exercise of voting rights on each resolution presented to the general meeting of a Portfolio Company is available to all investors of the Fund, as well as to the French Financial markets authority, if they request it. In this context, the Management Company indicates:

- Votes expressing opposition to the resolutions proposed by the management board or the board of directors of the Portfolio Company
- Votes that do not comply with the principles set out in the Voting Policy (detailed below)
- Cases of abstention, if applicable

When the Management Company does not respond to a request for information relating to the vote on a resolution, its silence may be interpreted, at the end of a period of one calendar month, as indicating that it has voted in accordance with the principles laid down in the Voting Policy and the proposals of the management board or the board of directors.

(II) SHAREHOLDER ENGAGEMENT POLICY

A. Dialogue with Portfolio Companies

Portfolio Companies are followed by a Portfolio Company Manager. This Portfolio Company Manager oversees all matters concerning the Portfolio Company and reports back to the Investment Committee of the Management Company on a regular basis. The Portfolio Company Managers in charge of the Portfolio Companies have the knowledge, experience, and skills to identify any growth strategies and suggest any action should any issue arise. The Portfolio Company Managers fully understand that they are responsible for overseeing these companies and managing investments in the best interests of the Funds and their investors. The Investment Committee and the Portfolio Company Managers are encouraged to discuss with the Portfolio Companies any governance matters.

Management Companies ensure that prior to the date when the investment is made, the board of the Portfolio Company is balanced and represents different abilities, knowledge and experience. Dialogue is a critical part of the investment approach. When the Management Companies are in the case of controlling interest, they actively interact with all the Portfolio Companies on financial and ESG matters. Management Companies also interact with other shareholders in the Portfolio Companies.

Dialogue with Portfolio Companies is ensured through:

- Regular on-site visits: such visits may be made to the headquarters of the Portfolio Company, or to any place where manufacture is located.
- Regular meetings with the management of the Portfolio Company (either physical or through conference calls)
- Active interaction (by phone or email)
- Voting at all general/board meetings

In addition, where Management Companies are in the case of controlling interest and when their concerns are not adequately addressed, the Management Company may consider soliciting a private meeting with the chairman, independent director or any board members, or where appropriate, sending a letter to these individuals.

This engagement is directly linked to any decision to re-invest or divest, or to highlight any material issues the Management Company believes the Portfolio Company might face. For each Portfolio Company, the Portfolio Company Manager oversees the decision making of the Portfolio Company and assists the Portfolio Company in implementing all ESG related commitments and engagements when required.

B. Monitoring of portfolio companies

• Financial Performance and Risk

Management Companies actively measure the financial performance of Portfolio Companies.

This includes the review of annual reports, financial statements and any relevant public announcements as well as the follow-up of the shareholding structure. Financial performance is assessed by the Portfolio Company Manager and the investment team by analysing revenues, EBITDA and other relevant metrics. This process is carried out in the form of an in-depth analysis conducted internally by the Portfolio Company Manager and the Investment team. The methods used in evaluating these include:

- Review of Portfolio Company's financial reports, presentations, and various media releases
- Studies available on information platforms (Prequin, Bloomberg etc.)
- Conferences and trade shows
- Research
- Any other additional data

• Measuring non-financial performance through Environmental, Social and Governance Factors

The review of ESG/Sustainability factors is an important part of Eurazeo Group ESG commitments.

Eurazeo has developed a set of Key Performance Indicators that identify ESG issues that are material to the risk and return of Portfolio Companies across a standard classification system. These KPIs cover all ESG matters:

- The Environmental factors include impacts and management of emissions.
- Social factors cover employment, retention policies, diversity and inclusion.
- Governance matters cover the composition of the relevant governance bodies within a Portfolio Company including the composition of the boards, any committees, and how diverse these are at a company level.

These indicators are reviewed annually, and action is taken where necessary. Finally, the Portfolio Company delivers an ESG report on an annual basis; this ESG report provides the team with an in-depth overview of the achievements of the Portfolio Company and provides information on how ESG considerations may be improved by the Portfolio Company. The purpose of this ESG approach is to ensure that the Eurazeo Group ESG commitments remain coordinated across Management Companies and Portfolio Companies.

At the level of each Management Company, the ESG team meets on a regular basis, generally monthly. This team will seek to actively review ESG of Portfolio Companies, ESG reporting requirements to the investors in the Funds, and any regulatory reporting requirements (eg. with regards to the SFDR requirements). The team will then raise any issues or relevant matters with the relevant person within the investment team.

- **Strategy**

Upon investment, the Management Company emphasis on the importance of being a part of the board of the Portfolio Company. Through this participation, the Management Company can notably measure the performance of the Portfolio Company's management team and board.

The Management Company seeks to promote efficient governance at the management level of the Portfolio Companies, and therefore to obtain a seat in governance bodies of Portfolio Companies. Governance bodies may include:

- Board of Directors: The Board of Directors supervises the process of information and communications relating to the company. It also promotes and approves various matters within the Portfolio Company.
- Audit Committee: The audit committee supervises the process of preparing and reporting financial information, in compliance with applicable regulations.
- Compensation Committee: This committee, which is comprised of the Board of Directors, reviews and approves any compensation related to any high-level officers.
- Supervisory Committee: The supervisory committee represents the shareholders of the Portfolio Company at a board level. This committee is in charge of representing the interests of the shareholders by taking part in the decision to elect any high-level officers.

Through these governance bodies, the Management Company representative can identify and make recommendations as to any issues that may require action at a Portfolio Company level. Where possible, the Management Company aims at identifying potential issues before they fully develop; the open-dialogue relationship the Management Company seeks to develop with these Portfolio Companies allows them time to improve any potential issues that may arise, prior to action being taken.

C. Communicating with other shareholders and other stakeholders

The Management Company maintains an ongoing dialogue with other shareholders, with the main objective of acting in the best interests of the Portfolio Company. The frequency of communication and necessity to communicate with other shareholders is assessed on a case-by-case basis and in line with applicable laws and investment policy. In certain cases, it might be relevant for the Management Company to discuss with the Portfolio Company stakeholders before making a material vote.

The Management Company has also the same objective of acting in the best interests of its unitholders.

D. Voting policy

a. Governance principles and voting recommendations

i. Governance principles

The vote is exercised in the exclusive interest of the shareholders of the Portfolio Company and the investors of the Funds, with the aim of increasing the long-term value of their investments.

Diligence in terms of voting practice apply to the securities held, whether they are admitted to trading on a regulated or similar market in consideration of the regulations and recommendations of the professional associations to which the Portfolio Company and the Management Company respectively belong. Management Companies also play an advisory role

to their principals. Furthermore, within Management Company, this voting policy is based on the “one share, one vote” principle⁶.

In this context, the assessment of the vote to be cast is carried out in particular about the initial investment thesis and the agreements then put in place (shareholders' agreement, etc.), the business plan of the Portfolio Company as well as the development of its activity and its prospects. In case of resolutions that relate directly or indirectly to ESG matters, the management company representative shall express their vote in accordance with our O+ strategy.

In the context of an evolution of the activity in accordance with the development plans which motivated the investment in the Portfolio Companies, the management teams in charge of monitoring the investments are most often in phase with the management on the resolutions which are submitted to shareholders' meetings, in particular with regard to the approval of accounts, the allocation of results, the appointment or dismissal of corporate bodies, the approval of "regulated agreements", the appointment of statutory auditors.

In the event of differences of opinion with the management of the Portfolio Companies on certain resolutions submitted to the general meetings of shareholders, or when the evolution of the activity is no longer in phase with the development plan which motivated the investment of the Funds or when the investment management strategy diverges from the common objective set when making the investment, Management Companies may vote against the adoption of certain resolutions submitted to the meeting to protect the interests of the investors in the Funds.

Management Companies do not resort to the temporary sale of shares.

ii. Voting recommendations

The following recommendations should guide the orientation of votes at ordinary and extraordinary general meetings of shareholders, subject to special circumstances that may apply where applicable:

- **Decisions resulting in a modification of the articles of association:** Depending to the modification of the articles of association envisaged, the vote must be oriented in favour of the shareholders and unitholders
- **Amendments to the articles of association having a negative impact on the rights of shareholders and unitholders:** the protection of existing shareholders must be encouraged. The choice must be made based on the interests of shareholders and unitholders.
 - Change in management mode: public limited company with board of directors, public limited company with supervisory board, creation of structures abroad, etc
 - Double voting rights, limitation of voting rights
 - Increased dividend, creation of preferred capital securities
- **Capital transactions considered as anti-takeover measures (issues of reserved warrants, share buyback program, etc.):** voting must be in the interests of shareholders and unitholders
- **Dilutive capital transactions for the shareholder (capital increase without PSR, greenshoe, loan issues, etc.):** according to the needs of the activity and the interests of shareholders and unitholders
 - Dilution of capital and dividends
 - Level of growth of the company and its capital requirements
 - Waiver of the Preferential Subscription Right analysed according to the amount of
 - The authorization, whether or not there is a priority period and the issue price
 - Issue of securities by subsidiaries giving access to the capital of the issuer

⁶ This principle may be adapted according to the legal structuring of the operation, in particular at the SGP level and during the implementation of specific instruments (ADP, etc.)

- **Association of managers and employees with the capital (attribution of free shares or allocation of stock options, etc.):** management as a “good father” must be favoured
 - Level of dilution for shareholders
 - Level of the discount
 - Transparency of formulas.
- **Approval of the accounts and allocation of the result:** agreement subject to proofreading of the accounts and auditor certification
 - Quality of the information transmitted to shareholders: transparency, clarity, availability
 - Relevance of accounting changes
 - Rate and nature of the dividend distribution (cash or securities), payment of an exceptional dividend or justifications for share buyback or capital reduction operations
- **Appointment and dismissal of corporate bodies (percentage of directors not free of interests, etc.):** to be qualified on a case-by-case basis
 - Quality of the information transmitted by the issuers, which makes it possible to form an opinion on the competence and experience of the person proposed
 - Curriculum vitae and number of mandates held by the proposed person
 - Number of independent directors
- **Approval of so-called regulated agreements**
 - Transparency and analysis of the impact on the results
 - Agreement except major difficulty or abuse
- **Remuneration of corporate officers:** Eurazeo will be vigilant on the inclusion of ESG criteria in the variable remuneration, which are to be based on clearly defined performance criteria (including ESG KPIs).
- **Programs for issuing and repurchasing equity securities:** according to the interests of the holding
- **ESG related matters:** Eurazeo generally supports standards based ESG shareholder proposals that enhance long-term shareholder and unitholders value while aligning the interests of the company with those of society at large. In particular, resolutions seeking greater transparency and/or adherence to internationally recognized standards and principles, resolution in line with the goals of our O+ policy.
- **Appointment of statutory auditors (Appointment, Remuneration):** agreement unless major difficulty or abuse
 - Examination of the allocation of mission expenses and audit expenses.

iii. Organisation and exercise of voting rights

Governance and resolutions analysis

The Portfolio Company Manager examines and analyses the resolutions submitted to the general meeting in accordance with the provisions of the voting policy and in the exclusive interest of shareholders and unitholders.

Each Portfolio Company Manager is responsible for collecting the information (date, terms, text of the resolutions) of each general meeting for each of the participations he monitors.

It is specified that, depending on the activity of the Portfolio Company, an adapted voting procedure may be put in place to take into account operational specificities.

In the event of doubt or difficulty in the analysis and assessment of a resolution, the Portfolio Company Manager must refer it to his line manager with the support of the group's Legal Department. In the absence of referral from the management of the Management Company, the Portfolio Company Manager is responsible for voting. He may report to his immediate superior and to the Legal Department the votes expressing opposition to the resolutions proposed by the management bodies of the companies in the portfolio.

The Portfolio Company Manager must be able to report, at any time, on the exercise of voting rights and their voting choices, in particular by keeping copies and traces of emails and postal or proxy votes.

iv. Voting method

Attendance at meetings is by any means, favouring face-to-face voting. The Portfolio Company Manager may vote by correspondence or by proxy, by post or electronically when internet voting is implemented, under the conditions provided for by the legal and regulatory provisions in force.

In all cases, the right to vote is exercised without any minimum shareholding requirement and without distinction as to the nationality of the portfolio companies held by the Funds, or the type of fund management.

E. Prevention and management of conflict of interests

Voting rights are exercised in full independence, in accordance with the principles defined by Eurazeo on managing any conflicts of interest.

If any conflict of interest is identified, it is highlighted by the Management Companies in their annual report on the implementation of the shareholder engagement policy.

The employees of the Management Companies manage all conflicts of interests in line with the Group Conflict-of-Interest Policy, which is communicated to all employees when they join the Management Company, and which remains available at any time for all employees.

F. Website

This shareholder engagement policy and the report on the implementation of the shareholder engagement policy are published on the Eurazeo Group website.

APPENDIX

EXTRACTS FROM THE FRENCH MONETARY AND FINANCIAL CODE

Article L533-22

Amended by Law 2019-486 of May 22, 2019 - Art. 198 (V)

I.-The portfolio management companies mentioned in Article L. 532-9, except for those exclusively managing AIFs covered by section I of Article L. 214-167, AIFs covered by section IV of Article L. 532 9, AIFs covered by the second paragraph of section III of Article L. 532-9 or managing other collective investment funds mentioned in Article L. 214-191, shall prepare and publish a shareholder engagement policy that describes how they integrate their role as shareholder in their investment strategy. They shall publish a yearly report on the implementation of this policy.

The content and means of publication of this policy and its report shall be determined by decree in the Council of State.

The persons mentioned in the first paragraph of section I need not comply with one or more of the requirements set out in this Article if they publish the corresponding reasons on their website.

II.-When a company mentioned in 1° of Article L. 310-1 of the French Insurance Code, a company mentioned in 1° of section III of Article L. 310-1-1 of the same code which reinsures the commitments mentioned in 1° of Article L. 310-1 of said code, a supplemental professional retirement fund mentioned in Article L. 385-7-1 of the same code, a mutual health insurance firm or a supplemental professional retirement union mentioned in Article L. 214-1 of the French Mutual Benefit Insurance Code or a supplemental professional retirement institution mentioned in Article L. 942-1 of the French Social Security Code enters into a contract, based on a portfolio management or collective investment fund subscription mandate mentioned in Article L. 214-1 of this code, with a portfolio management company mentioned in the first paragraph of section I of this Article, the latter shall report on how its investment strategy and its implementation comply with such agreement and contribute to the mid- and long-term performance of the assets of the co-contracting investor or the collective investment fund.

The content and means of publication of this report shall be determined by decree in the Council of State.

III.-When a person bound by this Article does not comply with one or more of its provisions, any person concerned may ask the presiding judge of the court, ruling in summary proceedings, to order such person to do so, where necessary, subject to penalties.

N.B.:

In accordance with section V of Article 198 of Law 2019-486 of May 22, 2019, these provisions shall come into effect on a date set by decree, and by June 10, 2019 at the latest.

Article R533-16

Amended by Decree 2019-1235 of November 27, 2019 - Art. 4

I.-The **shareholder engagement policy** mentioned in section I of Article L. 533-22 shall describe how the following are conducted:

- 1° Monitoring of strategy, financial and non-financial performances, risks, capital structure, social and environmental impact and corporate governance;
- 2° Discussions with companies held;
- 3° Exercise of voting rights and other rights attached to shares;
- 4° Cooperation with other shareholders;
- 5° Communication with relevant stakeholders;
- 6° Prevention and management of actual or potential conflicts of interest in relation to their engagement.

Certain information need not feature in the shareholder engagement policy if the reasons why it is excluded are specified in the policy.

In connection with their shareholder engagement policy, portfolio management companies exercise the rights attached to the securities held by UCITS and AIFs covered by paragraphs 1, 2 and 6 of sub-section 2, paragraph 2 or sub-paragraph 1 of paragraph 1 of sub-section 3, or sub-section 4 of section 2 of Chapter IV, Title I, Book II of this code that they manage in the exclusive interest of shareholders or unitholders of these UCITS and AIFs.

II.-The yearly report on the implementation of the shareholder engagement policy mentioned in section I of Article L. 533-22 shall mainly include:

- 1° A general description of how voting rights were exercised;
- 2° An explanation of the choices made on the most significant votes;
- 3° Information on any services rendered by voting advisors;
- 4° The direction of the votes cast during shareholders' meetings. This information may exclude minor votes due to their purpose or the size of the stake in the company.

Certain information need not feature in the yearly report if the reasons why it is excluded are specified in the report.

III.-The shareholder engagement policy and its yearly report are available to the public, free of charge, on the website of the relevant companies.

IV.-The laws and regulations governing the conflicts of interest of the companies covered by Article L. 533-22 also apply to the preparation and implementation of the shareholder engagement policy.

N.B.:

In accordance with Article 9 of Decree 2019-1235 of November 27, 2019, any persons bound by an obligation to communicate or publish information pursuant to Articles 4, 5 and 6 shall do so no later than three months following the publication of this decree.

Article R533-16-0

Created by Decree 2019-1235 of November 27, 2019 - Art. 4

I.-The report mentioned in section II of Article L. 533-22 shall include the following information:

- 1° Most important mid- and long-term risks related to investments under the contract;
- 2° Composition, turnover and turnover costs of the portfolio managed under the contract;
- 3° Where necessary, any services rendered by voting advisors under the shareholder engagement policy mentioned in section I of Article L. 533-22;
- 4° Portfolio management company regular practices regarding security lending, and, where necessary, how they are applied under the shareholder engagement policy during the shareholders' meetings of companies held under the contract;
- 5° An assessment of the mid-and long-term performance of the companies held under the contract, including non-financial performance and, where necessary, assessment methods;
- 6° Conflicts of interest that occur when implementing the shareholder engagement policy, and, where necessary, how they are managed.

II.-The information referred to section I shall be communicated annually to the co-contracting investor mentioned in section II of Article L. 533-22. Depending on the case, it may be communicated at the same time as the annual report referred to in Article L. 214-23 or that referred to in Article L. 214-24-19, or the report referred to in Article L. 533-15. This is not required if such information is already available to the public on the portfolio management company website.

Where this information is not covered by a portfolio management mandate, holders of units or shares in collective investment funds may ask the portfolio management company to communicate such information free of charge.

N.B.: In accordance with Article 9 of Decree 2019-1235 of November 27, 2019, any persons bound by an obligation to communicate or publish information pursuant to Articles 4, 5 and 6 shall do so no later than three months following the publication of this decree.